

L'ACTION FRANÇAISE DANS
LE NATIONALISME BELGE
1914-1918

par

Dr. E. DEFOORT,
Bibliothécaire à la K.U.L. Section Courtrai

Dans le cadre d'une recherche globale sur la présence maurrassienne et celle de l'Action Française dans le catholicisme belge entre 1898 et 1927 (1), il nous est apparu clairement que, avant 1914, Maurras et son mouvement n'ont suscité d'intérêt que dans quelques petites chapelles (2). Parmi celles-ci, il faut surtout mentionner le groupe qui, entre 1910 et 1914, pose les premiers jalons du nationalisme belge tel qu'il se manifestera bruyamment après août 1914 (3).

La première grande chance pour la pénétration maurrassienne en Belgique se présente pendant la guerre, véritable temps fort dans l'élaboration de la doctrine nationaliste belge. Ce nationalisme a déjà retenu l'attention de plusieurs historiens. Ils se sont toutefois surtout penchés sur son côté spectaculaire, c'est-à-dire ses agissements annexionistes, en négligeant quelque peu l'étude des ses composantes doctrinales. Délimiter l'apport de Maurras et de l'Action Française dans la constitution de la doctrine nationaliste belge pendant la

(1) E. DEFOORT, *Een Belgisch reactionair catholicisme. Maurras en de Action Française binnen het Belgische Franstalige catholicisme, 1898-1926*, (Thèse de doctorat inédite Katholieke Universiteit Leuven, janvier 1975).

Le présent article est un résumé de la deuxième partie de cette thèse. La traduction française de ce résumé doit beaucoup à mon amie Térésa Battesti. Je la remercie vivement pour son aide efficace et amicale.

(2) E. DEFOORT, *Les Catholiques belges face à Maurras et à l'Action Française, 1898-1914*. (prévu pour l'automne 1977 dans la *Revue d'Histoire ecclésiastique*, Louvain).

(3) Chaque fois qu'il est question dans notre exposé du nationalisme belge avant 1914, il faut se reporter à notre étude mentionnée dans la note précédente, et à notre article "Het Belgische nationalisme vóór de eerste wereldoorlog", dans *Tijdschrift voor Geschiedenis*, 1972, p. 524-542.

guerre, voilà ce qui peut contribuer à contrebalancer cet intérêt par trop unilatéral.

I. LE NATIONALISME BELGE :
LE CAS DU *XXe* Siècle-Nation Belge

La guerre modifie notablement la physionomie de la vie quotidienne; les familles sont dispersées entre territoire libre ou occupé, l'arrière et le front, les pays-refuges où se forment des communautés d'émigrés, Pays-Bas, Grande-Bretagne et France. Le conflit mondial impose d'autres horizons à la Belgique politique, la confronte à des situations nouvelles, l'oblige à innover au plan des usages politiques et à envisager une problématique dont nombre d'aspects n'ont été qu'effleurés avant 1914.

Dans le pays occupé, les querelles politiques s'assourdissent et font place à une ébauche de solidarité nationale dont les comités de soutien sont les premières manifestations. Le "Comité National de Secours et d'Alimentation" regroupe des personnalités des différentes tendances politiques qui jusque-là s'attaquaient sans relâche. Ce comité prend une telle place dans la vie nationale qu'à la libération, il a acquis une sorte d'autorité politique (4). Toutefois les mesquineries ne disparaissent pas complètement; c'est ainsi que Francqui, président du Comité National, est soupçonné de couvrir plusieurs intrigues avantageant des forces de gauche (5). Ces tensions n'éclatent pas au grand jour : Max, le maire libéral de Bruxelles, et le cardinal Mercier, primat catholique de Belgique, sont liés aux yeux de l'opinion publique et symbolisent le patriotisme vigilant.

Sous l'influence de la guerre des changements importants se produisent dans le sens donné par le cardinal Mercier au concept de patriotisme. Avant guerre, il estimait que patriotisme et grandeur morale ne pouvaient être affermis que dans la mesure où l'on ancrerait l'homme à une valeur transcendante : Dieu, son Eglise. Le patriotis-

(4) J. BARTIER, "België tijdens de eerste wereldoorlog", dans *Algemene Geschiedenis der Nederlanden*, Antwerpen, 1958, T. XII, p. 45.

(5) H. HAAG, "Les origines du 'Tripartisme'", dans *Revue Générale Belge*, 1954, p. 605.

me servait de propagande religieuse, maintenant, le cardinal lui concède une importance morale. Il voit dans la patrie le moyen d'aider ses concitoyens à se surpasser. Ce que peut la religion pour les chrétiens, le patriotisme peut l'accomplir pour tous les citoyens, tout en permettant aux catholiques de puiser à sa source, une grandeur d'âme supplémentaire (6). Le cardinal qui, avant 1914, était au service du Parti Catholique, choisit d'œuvrer pour l'unité nationale. Après quelques hésitations et malgré l'opposition de quelques chefs catholiques, il est entièrement acquis à l'idée d'un élargissement du Cabinet catholique vers un gouvernement d'unité nationale (7). Pierre Nothomb, secrétaire du ministre Carton de Wiart, envoyé à Rome en 1916 pour consulter l'archevêque, parle du "nationalisme du cardinal Mercier" (8).

Les changements apparaissent aussi dans la diaspora belge, en France. En octobre 1914, le gouvernement belge s'installe en France à Sainte-Adresse, près du Havre, mais la majorité des parlementaires étant restée en territoire occupé, il n'est plus question de Parlement, ni du jeu normal des institutions. Le Cabinet gouverne par décrets et ces décrets ont force de lois. De tous les pays engagés dans le conflit, la Belgique sera le seul pays à vivre quatre années sans Parlement. La composition du gouvernement est modifiée, ce qui peut être qualifié de révolutionnaire, compte tenu des habitudes politiques. En effet, on tend la main aux partis de l'opposition; et lorsque la guerre éclate, Hymans et Goblet d'Alviella, deux libéraux, Vandervelde, un socialiste, sont nommés ministres d'Etat. Si certains milieux catholiques ne cachent pas leur farouche opposition à ces nominations, deux des trois ministres d'Etat reçoivent pourtant des ministères en 1917 (9). Ce gouvernement s'attaque à des problèmes qui, avant 1914, n'étaient pas à l'ordre du jour. Il s'agit notamment de politique étrangère : statut de la neutralité, modifications éventuelles des frontières, réactions aux essais de négociations. Le gouvernement est d'emblée au sein du jeu politique international, ce qui contraste totalement avec le comportement passif d'avant-guerre.

(6) A. SIMON, "Le cardinal Mercier et l'idée de patrie", dans *Sentiment national en Allemagne et en Belgique (XIXe-XXe siècles)*. Colloque des 25 et 26 avril 1963, Bruxelles, 1964, p. 20-21.

(7) A. SIMON, *Le cardinal Mercier*, Bruxelles, 1960, p. 116, 123, 142.

(8) P. NOTHOM, *Etapes du nationalisme belge*, Bruxelles-Paris, 1918, p. 184.

(9) H. HAAG, *o.c.*, p. 599-617.

Ce changement est perçu à travers des journaux belges paraissant à l'étranger. Certains attirent des collaborateurs d'autres partis et ceux qui se créent forment une rédaction complètement mixte du point de vue des tendances politiques. Superpatriotisme et ultraroyalisme dominent la presse. La grande majorité de ces journaux, pendant la première année de la guerre, respecte si scrupuleusement l'union sacrée qu'il est impossible de leur donner une étiquette politique (10). Ils sont patriotards, jusqu'au-boutistes et unionistes (11).

Le XXe Siècle illustre parfaitement ce revirement. Il reparait au Havre le 14 novembre 1914, sur l'insistance du gouvernement, si l'on en croit de Broqueville (12). Neuray, le rédacteur en chef, prétend que la Société Concordia qui éditait *Le XXe Siècle* avant guerre ne lui accorde plus le moindre argent, et que le capital pour le nouveau lancement a été réuni par ses soins, grâce à la générosité de quelques donateurs (13). Peut-on dire que de Broqueville était du nombre ? Neuray, qui a apporté sa contribution financière au *XXe Siècle*, s'en considère le patron. Non seulement la typographie du journal est changée, mais aussi son contenu. La formule "Instaurare omnia in Christo" qui figurait à l'en tête de la première page, est supprimée. Neuray précise dès le départ, qu'il veut faire du *XXe Siècle* un journal national qui stigmatisera les gaspillages de l'énergie nationale dans des disputes et querelles byzantines, qu'elles soient sociales, religieuses ou communautaires. Cette nouvelle orientation déplait foncièrement à plusieurs chefs catholiques qui, avant 1914, pouvaient user de leur influence dans le conseil de gestion (14). Les ministres d'Etat Liebaert et Helleputte se plaignent auprès de Neuray sans obtenir gain de cause. Dans son rapport à de Broqueville après ces entretiens, Neuray conclut : "Les pauvres gens, s'ils savaient à quel point ils m'intéressent, et de quelle façon ! comme des phénomènes de rachitisme politique; quand il sera temps d'en débar-

(10) L. WILS, *Flamenpolitik en aktivisme. Vlaanderen tegenover België in de eerste wereldoorlog*, Leuven, 1973, p. 13, 108, 111.

(11) M. LEROY, *La presse belge en Belgique libre et à l'étranger en 1918*, Louvain-Paris, 1971, p. 21.

(12) De Broqueville à Mercier, 14.7.1919 (A.G.R., Pap. Broq., no. 153).

(13) Neuray à de Broqueville, 2.12.1917 (Id., no. 165).

(14) M.E. BELPAIRE, *Gestalten in het verleden*, Brussel-Amsterdam, 1947, p. 211.

rasser le terrain, je donnerai le coup de balai avec plaisir" (15). Ce propos très dur date du 6 décembre 1914, à peine trois semaines après la résurrection du *XXe Siècle*. Neuray a été prompt à effectuer sa "conversion nationaliste" (16).

Les articles politiques de plus en plus nombreux sont signés par des auteurs, essayistes, politiciens et journalistes qui, avant guerre, avaient acquis un certain renom. Certains des collaborateurs d'avant-guerre ont disparu. Fernand Passelecq, connu du barreau bruxellois, quitte le journal pour devenir directeur du "Bureau de documentation belge". De plus, il se distancie idéologiquement de Neuray. Il n'admet pas que celui-ci quitte la ligne politique du Parti Catholique, et on perd trace de l'amitié qui le liait à Neuray (17). Les nouvelles étoiles du *XXe Siècle* sont, entre autres, Maurice des Ombiaux et Louis Dumont-Wilden, deux essayistes du monde libéral qui militaient déjà dans le nationalisme débutant d'avant 1914, Paul Crokaert, Pierre Nothomb, Firmin Van den Bosch qui, avant et pendant la guerre, est délégué du gouvernement belge en Egypte. Le Comte Louis de Lichtervelde, secrétaire de de Broqueville, écrit de temps en temps. L'abbé Wallez dont l'orientation nationaliste date d'avant la guerre, rejoint les émigrés belges en France : c'est l'un des collaborateurs les plus intimes et les plus nationalistes de Neuray (18). Jacques Bainville, avec qui le rédacteur en chef a noué des relations amicales, tient régulièrement la rubrique de politique étrangère. Neuray établit

(15) Neuray à de Broqueville, 6.12.1914 (A.G.R., Pap. Broq., no. 165).

(16) Dans ces cas, il faut sans doute tenir compte d'éventuelles tensions qui existaient avant la guerre dans le conseil de gestion, entre le groupe entourant Helleputte et celui de de Broqueville. A la fin de la guerre, Neuray expliquera à de Broqueville le contraste avec son attitude d'avant 1914, car à l'époque il fut "séduit et entraîné par un homme — il s'agit de Helleputte — qui, sincèrement ou non, peu importe, exploitait mon idéalisme et dévoyait une jeune force". La guerre l'a guéri et lui a ouvert les yeux. La guerre l'a sauvé de l'emprise "du fanatisme étroit et stérilisateur" (Neuray à de Broqueville, 22.10.1918; A.G.R., Pap. Broq., no. 166).

(17) Passelecq, obligé en tant que directeur du "Bureau de documentation belge", de faire appel au *XXe Siècle*, s'adresse toujours à des hommes de seconde importance, pour éviter toute rencontre avec Neuray. Ce fait a été rapporté à l'auteur, par Paul Neuray, le fils de Fernand. En 1917, Passelecq attaque son ami d'autrefois, lui reprochant la position antiflamingante de son journal (F. PASSELECQ, *La question flamande et l'Allemagne*, Paris, 1917, p. 129-130; Neuray réagit vigoureusement dans *XXS.*, 12.11.1917).

(18) Neuray à de Broqueville, 6.1.1917 (A.G.R., Pap. Broq., no. 165).

des contacts avec Léon Daudet (19). Il se sert de son amitié avec Barrès pour faire pénétrer les théories nationalistes belges du *XXe Siècle* dans *L'Echo de Paris*, l'un des fiefs du nationalisme français. Ses relations avec Barrès l'aident à dorer le blason nationaliste du *XXe Siècle* et à lui donner grande allure, grâce au prestige incontestable dont jouit auprès de Belges influents l'écrivain nationaliste français (20).

Neuray considère le journal comme son bien de fait, mais l'aspect juridique de l'affaire ne laisse pas de le préoccuper. Juridiquement *Le XXe Siècle* est la propriété de la Société Concordia, dont le Comte d'Ursel, Helleputte et ses amis possèdent un grand nombre d'actions; ils ont aussi la mainmise sur l'entreprise chargée de l'impression. Neuray craint que cette coterie réussisse à gagner la majorité des actionnaires à son point de vue. Cette éventualité mettrait en péril sa position. Pendant l'année 1917, Neuray élabore plusieurs plans pour échapper à l'incertitude et à l'emprise de Concordia qui incarne à ses yeux la pression sectaire de la politique de parti (21). Finalement, il choisit de lancer un nouvel journal. Début 1918, il réussit à rassembler le capital nécessaire — de Broqueville surtout aurait été généreux (22) —. Au mois de mars, la société d'édition est enregistrée avec un capital de départ de 600.000 F. Neuray a en main, dès le début, la majorité des actions, il prend des mesures pour que cet avantage ne lui échappe pas lors d'une éventuelle

(19) Récit de Paul Neuray à l'auteur.

(20) Neuray à de Broqueville, 29.12.1915 (A.G.R., Pap. Broq., no. 165). Barrès, à son retour d'Angleterre, en juillet 1916, est l'hôte de la famille Carton de Wiart pour la Fête nationale du 21 juillet, qu'il passe en compagnie de Neuray et de Nothomb (H. CARTON de WIART, *Souvenirs politiques, 1878-1918*, Bruges, 1948, p. 255). Henri Davignon est régulièrement l'invité des Barrès, pendant la guerre (H. DAVIGNON, *Souvenirs d'un écrivain belge (1879-1945)*, Paris, 1954, p. 285).

(21) Neuray à de Broqueville, 3.2.1917, 22.2.1917, 1.5.1917, 18.10.1917, 9.12.1917, 20.12.1917 (A.G.R., Pap. Broq., no. 165).

(22) Lettres de remerciements de Neuray à de Broqueville, 2.3.1918, 22.10.1918, 31.10.1918 (A.G.R., Pap. Broq., no. 166). Au cours de 1919, la société Concordia attaque Neuray et lui fait un procès pour requérir contre lui des dommages et intérêts, pour la somme de 500.000 francs. La Concordia reproche à Neuray l'appropriation du *XXe Siècle*, pendant la durée de la guerre. L'indignation de de Broqueville est telle, qu'il intervient auprès du cardinal Mercier, pour qu'il use de son autorité pour éviter le scandale. L'ancien Premier Ministre dit avoir fermement l'intention de témoigner contre Concordia en faveur de Neuray, si le cardinal ne réussit pas dans ses démarches (De Broqueville à Mercier, 14.7.1919; A.G.R., Pap. Broq., no. 153).

augmentation ultérieure du capital (23). Le 16 mars 1918 paraît le premier numéro du nouveau journal *La Nation Belge* (24), qui n'est pas en rupture avec ce que *Le XXe Siècle* a proclamé et défendu au cours des trois années précédentes. La même ligne nationaliste est défendue par les mêmes plumes, et Neuray a maintenant un journal qui n'a plus aucun lien avec une politique de parti traditionnel, et qui peut s'affirmer comme le porte-parole du grand parti nationaliste dont rêve l'équipe du *XXe Siècle-Nation Belge*.

Notre étude de la place de Maurras dans le nationalisme belge qui s'épanouit pendant la guerre est fondée sur le dépouillement complet et systématique du *XXe Siècle-Nation Belge* (25). Certes, le nationalisme belge se manifeste dans d'autres journaux de réfugiés comme *La Métropole* et *L'Indépendance Belge* à Londres, *Les Nouvelles* à Maestricht (26). Mais, devant un choix nécessaire, *Le XXe Siècle* s'impose : il s'agit d'un journal qui paraît avant 1914 comme organe du Parti catholique, ce qui contraste fortement avec la volte-face nationaliste d'après août 1914; il reparait très vite en France et il est, de ce fait, en prise directe sur la vie politique française. *Le XXe Siècle*, est une entreprise de grande envergure (27), dont le style fait bonne figure et dont les idéaux ne sont pas l'apanage de groupuscules ou de plunitifs. Il a de loin le plus grand tirage des journaux

(23) Neuray à de Broqueville, 2.3.1918, 14.3.1918 (A.G.R., Pap. Broq., no. 166).

(24) *Le XXe Siècle* continue de paraître après le 16 mars 1918, mais sous la forme d'un hebdomadaire. Le seul but de Neuray aurait été de conserver le titre *XXe Siècle*, ce qui lui coûte beaucoup d'argent. Il aurait publié sciemment des articles osés, sans tenir compte de la censure; celle-ci est obligée de suspendre la parution de l'hebdomadaire pendant quelque temps. Cette pause permet à Neuray de faire croire à sa force et de se remonter sur le plan financier (Note manuscrite de O. Petitjean, collaborateur de *La Nation Belge* et *Le XXe Siècle-Hebdomadaire*, reliée dans la collection du *XXe Siècle-Hebdomadaire* de la Bibliothèque du Musée Royal de l'Armée à Bruxelles).

(25) Cité plus loin dans le texte comme *XXe Siècle*.

(26) M. LEROY, *o.c.*, p. 83, 104, 107.

(27) Au printemps de 1915, Neuray lance au Havre une version néerlandophone du *XXe Siècle* intitulée *Het Vaderland* (La Patrie) (P. HILDEBRAND, *Het Vlaamsgezinde dagblad "De Belgische Standaard" van de kapucijn Ildefons Peeters, 1915-1919*, Antwerpen, 1947, p. 46-48, 125-131). Dans cette affaire, de Broqueville est encore, généreux pourvoyeur de fonds (Neuray à de Broqueville, 9.12.1917; A.G.R., Pap. Broq., no. 165) (L. WILS, *o.c.*, p. 145).

belges (28). Il peut compter sur une pléiade de collaborateurs qui, par leurs préoccupations professionnelles et leurs relations dans les sphères politiques, ne sont pas enfermés entre les murs d'une salle de rédaction. Neuray est à cet égard, exemplaire. On prétend que *Le XXe Siècle* est le journal officieux du gouvernement, car les relations privilégiées entre Neuray et de Broqueville sont notoires. Le premier ministre n'apporte pas uniquement son appui financier; parfois il s'entremet, sur l'insistance de Neuray : la censure est un certain temps moins sévère envers *Le XXe Siècle* (29). Quand en 1917, une crise du papier menace la presse, de Broqueville intervient avec succès auprès du fournisseur pour que l'approvisionnement du *XXe Siècle* n'en souffre pas (30).

Au sein de ce nationalisme propagé par un journal d'envergure, la présence de Maurras et de l'Action Française est considérable. Selon Weber, la guerre aurait anéanti l'amorce des succès de Maurras dans la Belgique d'avant 1914 (31). Cette assertion porterait à croire que la période 1914-1918, dans l'histoire de la pénétration de l'Action Française en Belgique, est purement négative. Rien n'est moins vrai, car c'est précisément pendant et par la guerre que Maurras et l'Action Française trouvent leurs premières chances sérieuses auprès de nombre de Belges.

(28) Fin 1914, le *XXe Siècle* aurait tiré à 2000 exemplaires (XX S., 13.11.1916). En novembre 1915, il aurait déjà atteint les 15.000 (Rapport sur la situation du *XXe Siècle*, 12.11. 1915; A.G.R. Pap. Broq. no. 165). La progression est ininterrompue (Neuray à de Broqueville, 25.4.1917, 18.5.1917, 4.4.1918; Id., no. 165, 166). Quelques semaines avant l'armistice, Neuray fait savoir que *La Nation Belge* a atteint les 100.000 (Neuray à de Broqueville, 8.8.1918; Id., no. 166). Comparez ces chiffres à ceux donnés par M. LÉROY, o.c., p. 9, et par L. WILS, o.c., p. 145).

(29) Neuray à de Broqueville, 6.1.1917 (Id., no. 165).

(30) Les papeteries Darblay à de Broqueville, 2.5.1917 (Id., no. 165). Cet appui de de Broqueville au *XXe Siècle* ne signifie pas qu'il soutient le journal à tort et à travers. Au contraire, quand la constellation politique l'oblige, il désapprouve avec une grande facilité certaines idées et des projets de Neuray. Il se détourne officiellement très vite, et n'hésite à employer des termes virulents pour Neuray et ses disciples : "imaginations de cerveaux désœuvrés" (H. HAAG, o.c., p. 602-603).

(31) E. WEBER, *L'Action Française*, Paris, 1964, p. 534.

II. LA GUERRE, GENERATRICE D'UNE DOCTRINE NATIONALISTE BELGE

Pierre Nothomb écrit en 1917 dans *Le Correspondant* : "Le patriotisme est un sentiment, le nationalisme est une doctrine" (32). Mais peut-on parler d'une doctrine nationaliste belge ? Comment s'accorde la pratique politique à la doctrine ? Lorsque la doctrine prévaut et prédomine, la pratique est une simple retombée. Il arrive tout autant que la pratique soit le véritable prémisses dont la justification idéologique vient par à-coups se greffer sur l'action. Dans beaucoup de cas, il est très difficile de départager les prémisses et les adaptations opportunistes ultérieures.

Dans le nationalisme belge, on dénote un certain système malgré l'absence d'un manuel doctrinal. *La Belgique Nouvelle* (1918) de Neuray, *La Barrière belge* (1916) et *Etapes du nationalisme belge* (1918) de Nothomb, *La Belgique de demain* (1916) de l'abbé Wallez, collaborateur de Neuray, et bien d'autres brochures et livres ne sont que des compilations de quotidiens et périodiques. Maurras en est un brillant exemple, lui dont une grande partie de l'oeuvre est l'anthologie de ses éditoriaux et articles. Les écrits des nationalistes belges, comme ceux de Maurras, traduisent une pensée systématisée, une réelle cohésion idéologique. D'emblée leur prose se détache de la grisaille monotone du style journalistique. Ernst Nolte, l'historien allemand, a qualifié Maurras de "Unsystematische Systematiker", et l'on peut appliquer ce qualificatif, toute proportion gardée, aux nationalistes belges (33).

Le nationalisme belge prend ses véritables contours durant la guerre et gardera l'empreinte de ces années décisives. Une des premières leçons tirées du déclenchement du conflit est la nécessité de réviser certains schémas idéologiques (34). La foi en la bonté originelle, élevée au rang de dogme, a été le fondement d'élucubrations visionnaires masquant les lois du monde et ses inéluctables réalités.

(32) *Le Correspondant*, 25.6.1917. Nothomb reprend plus tard cet article dans *Etapes du nationalisme belge*, p. 148.

(33) E. NOLTE, *Der Faschismus in seiner Epoche. Die Action Française. Der italienische Faschismus. Der Nationalsozialismus*, München, 1963, p. 128-130.

(34) "Toutes les idées ne sont pas également bonnes; il y a des idées dangereuses et des idées bienfaisantes; des idées dont on vit et d'autres dont on meurt" (XX S., 5.11.1916).

L'une d'elle est la guerre au caractère omniprésent (35). Norbert Wallez trouve des phrases percutantes chez le nationaliste italien Francesco Coppola, pour stigmatiser les rêveurs candides et pour appuyer de sa propre réflexion sur la guerre : "maîtresse de l'histoire future non moins que de l'histoire passée... une créatrice infatigable des hiérarchies nationales" (36). Dans *Le XXe Siècle*, on fait référence aux théories de l'Action Française, envisageant la guerre comme facteur sous-jacent et omniprésent, pilier fondamental de la vie en société (37). Léon Hennebicq, précurseur du nationalisme belge, fait la guerre avec le grade de commandant et quitte momentanément la scène publique, mais tient son journal *La guerre, notre mère*, dont le titre est déjà la formulation de toute une idéologie (38). L'analyse la plus intéressante sur l'essence de la guerre paraît sous la plume de l'abbé Wallez qui cite largement Maurras et Bainville, mais se range sous la bannière de Proudhon, un de ses auteurs favoris. Il s'attache, tout au long de son étude à la *Théorie de la Propriété* et à *La Guerre et la Paix*, et ne ménage pas son admiration pour Proudhon qui, selon lui, a écrit les pages les plus subtiles sur la guerre. Pour donner le ton de l'ouvrage, une phrase empruntée à la conclusion est symptomatique : "Les fonctions propres de l'Etat sont guerrières" (39).

On peut, de prime d'abord, s'étonner de l'enthousiasme de Norbert Wallez, prêtre traditionaliste et nationaliste pour l'un des maîtres à penser du socialisme révolutionnaire. C'est une constante de la pensée traditionaliste que d'ausculter Proudhon. Maurras ne s'en prive pas et y puise les éléments capables d'étayer son discours, en les isolant de leur contexte général. Certains théoriciens de l'Action Française, qui avant la guerre, cherchent le truchement entre na-

(35) XX S., 23.11.1916, 23.8.1917, 2.9.1917.

(36) XX S., 8.2.1916. Coppola appartient à cette génération de nationalistes italiens qui reconnaissent, déjà avant 1914, subir l'influence de Maurras. (37) E. NOLTE, o.c., p. 110.

J. BAINVILLE, *La guerre d'Italie*, commentée dans XX S., 8.2.1916, 15.2.1916; J. BAINVILLE, *Histoire des deux peuples*, commentée dans XX S., 26.11.1915. Articles de Ch. MAURRAS dans l'*Action Française*, 15.4.1916, 25.3.1917, commentés dans XX S., 17.4.1916, 25.3.1917.

(38) Communiqué à l'auteur par Paul Simon, gendre d'Hennebicq et légataire de ses papiers. Le journal a été déposé aux archives du Musée Royal de l'Armée à Bruxelles, mais il y est introuvable.

(39) N. WALLEZ, *La Belgique de demain et sa politique*, Paris, 1916, p. 26-43, 117-123.

nationalisme intégral et syndicalisme révolutionnaire, appellent Proudhon à la rescousse. Le fil conducteur de George Valois ne peut se comprendre sans cette influence et lorsque Louis Dimier écrit *Les maîtres de la Contre-révolution au XIXe siècle*, il parle de Proudhon en rendant hommage aux penseurs auxquels l'Action Française est redevable pour l'élaboration de sa doctrine (40). Jacques Bainville est particulièrement intéressé par le combat contre le principe de nationalité contenu dans *Du Principe fédératif* du socialiste révolutionnaire. L'intérêt de Wallez pour Proudhon porte sur les mêmes points (41).

Dans le nationalisme belge, l'addition de la méfiance envers la nature de l'homme et la permanence inhérente à la guerre, est génératrice de peur panique dont le corollaire sera une frénétique hantise de disposer de moyens pour se défendre contre les menaces de l'extérieur. La neutralité, qui, jusqu'en 1914, était la panacée et l'incarnation sanctifiée d'une attitude globale, tombe de son piédestal, sous le choc des événements. Les nationalistes reprennent l'analyse d'Henricq et amplifient ses critiques contre l'existence d'un tel type de statut international; ils stigmatisent la neutralité, atteinte directe à la souveraineté de l'Etat, ainsi empêché d'exercer sa "fonction première" telle qu'elle a été définie par Norbert Wallez. L'isolement de la Belgique du concert politique à l'échelon de l'Europe, incite au masochisme national qui monte en épingle les problèmes intérieurs (42).

(40) E. WEBER, *o.c.*, p. 93; E. NOLTE, *o.c.*, p. 105.

(41) Très instructifs sont les rapports du colloque sur l'*Actualité de Proudhon. Colloque des 24 et 25 novembre 1965*, Bruxelles, 1967, et tout spécialement les rapports de B. VOYENNE, *Le fédéralisme de Proudhon* (p. 141-150) et de GORIÉLY, *Proudhon et les nationalités* (p. 151-161). Dans ses conclusions du colloque, R. RIFFLET parle de l'Action Française et affirme "qu'on ne peut pas tout tirer de Proudhon, ce qui revient à dire qu'on ne peut rien en tirer". Les membres du "Cercle Proudhon", dont plusieurs étaient de l'Action Française, ont, selon Rifflet, dénaturé brutalement soit par ignorance, soit par malhonnêteté, les aspirations les plus profondes et les lignes de force de sa pensée : "les déclarations ahurissantes d'indécence et de mauvaise foi...les affiliés de l'Action Française qui ont osé voir en lui un maître de la Réaction" (p. 232-233).

(42) XX S., 11.12-7.1915, 30.9.1915, et ainsi de suite. Le mot neutralité dans *Le XXe Siècle* est immanquablement lié aux expressions qui parlent d'elles-mêmes, "carcan de neutralité", "une Belgique étroite et timide", "condamné à l'impuissance", "abdication d'une prérogative souveraine", "la camisole de la neutralité".

Après l'invasion allemande, les tenants du nationalisme ne rencontrent plus les oppositions qui étouffaient Hennebicq et ses compagnons, lorsqu'ils déniaient à la neutralité toute valeur propitiatoire. Après trois quarts de siècles paisibles, les événements d'août 1914 sont fort traumatisants et expliquent l'essentiel de la violence nationaliste dénonçant la dangereuse utopie de l'aveuglement en la bonté originelle, insistant sur la nécessité d'étayer le droit par la force (43). Norbert Wallez espère "qu'elle est vomie par notre peuple, l'imbécile antithèse de la force et du droit. Il nous suffirait d'être forts" (44). Neuray n'est jamais tendre pour les neutralistes qu'il fustige dans ses moindres propos, publics et privés (45).

Le nationalisme belge édifie son programma de politique extérieur sur le caractère inévitable de la guerre, l'incompatibilité de nature entre la notion d'Etat souverain et de neutralité imposée, neutralité inapte à être une barrière contre les envahisseurs. Les bases doctrinales de ce programme sont largement alimentées par l'Action Française.

III. LE PROGRAMME EXTERIEUR

Le nationalisme belge pense que la sécurité nationale passe par une stricte réflexion sur les mécanismes de la conjoncture internationale et l'analyse des motivations. Neuray résume en une formule brève et éloquente ce qu'avaient ressenti les précurseurs du nationalisme : "Une bonne armée, de bonnes alliances et une bonne

(43) P. NOTHOMB, *o.c.*, p. 74; N. WALLEZ, *o.c.*, p. 31; XX S., 23.11.1916.

(44) N. WALLEZ, *o.c.*, p. 50.

(45) C'est ainsi qu'il incite de Broqueville à la plus grande méfiance envers le baron Beyens, qui, en tant que Ministre des Affaires Etrangères, reste jusqu'à un certain point fidèle au statut international que la Belgique avait avant 1914. Francqui, le président du Comité National de Secours, est "soupçonné" de la même mentalité, et il est d'emblée décrié auprès de de Broqueville comme "ce personnage louche" ayant des relations dans la juiverie internationale (Neuray à de Broqueville, 6.1.1917; A.G.R., Pap. Broq., no. 165). Au moment de la démission de Beyens comme Ministre des Affaires Etrangères, au début de 1917, Neuray dit à de Broqueville voir disparaître avec soulagement "le neutraliste, qui apparaît en toute son horreur et que je suis fier d'avoir combattu" (Neuray à de Broqueville, 5.2.1917, Id., no. 165).

frontière, le programme national de la Belgique de demain tient tout entier dans ces trois mots" (46).

Le XXe Siècle foisonne d'articles tendant à prouver que le "Jas", le poilu belge, est le véritable prêtre de la "religion de la patrie", ... "professeur d'énergie" (47). Le quotidien suggère et soutient toutes les initiatives susceptibles de rehausser la tenue de l'armée, car pour Neuray une armée mérite pleinement le qualificatif de bonne, si elle est suffisante, quantitativement et qualitativement. En octobre 1916, Maurras lance l'idée de "la part du combattant", et il faut attendre plusieurs mois avant qu'en France, cette idée obtienne un certain succès. Pourtant, en novembre, Wallez en fait le sujet d'un de ses éditoriaux suggérant que l'application, en Belgique, de cette solidarité envers les Jas, aurait les effets les plus salutaires (48). *Le XXe Siècle* revient à la charge et l'on pourrait croire que "la part du combattant" est née dans l'esprit de son comité de rédaction.

A une Belgique militairement forte, il faut des alliances adéquates, des liens plus étroits avec ses alliés; elle doit adhérer au Pacte de Londres. Un des objectifs primordiaux doit être une union solidement charpentée avec la France, aux plans militaire et économique. Après la guerre, l'accord militaire franco-belge est en partie le résultat de la campagne menée durant toute la guerre par *Le XXe Siècle* qui n'a jamais douté du bien fondé d'une telle alliance (49).

Le troisième volet du programma extérieur des nationalistes belges concerne un programme d'annexions qui renoue, début 1915, avec les options des précurseurs du nationalisme. Une Belgique indépendante ne saurait jouir de la sécurité que si elle possède de bonnes frontières stratégiques et, dans cette optique, pour renforcer les marches à l'Est, on exige le Limbourg hollandais, les cantons allemands de Sankt-Vith, Malmédy, Kronenburg, Schleiden et Eupen, le duché de Luxembourg. Ainsi, aux yeux des nationalistes, la ligne de la Meuse sera une véritable ligne de défense. "La porte d'entrée du

(46) XX S., 30.6.1915.

(47) XX S., 19.11.1916.

(48) XXS., 17.11.1916, 9.6.1917.

"Dès que nous avons fait campagne pour la part du combattant, des journaux belges de langue française ou flamande, *Le XXe Siècle*, *Het Vaderland*, nous ont fait un écho plein de vérité et de sens" (*Action Française*, 25.7.1917, cité fièrement par *Le XXe Siècle*, 26.7.1917).

(49) G. PROVOOST, *Vlaanderen en het militair-politiek beleid in België tussen de twee wereldoorlogen*, I, Leuven, 1976, p. 79-80.

pays reste privée de ses piliers”, si l’on ne procède pas à ces annexions (50). Les extrémistes vont jusqu’à revendiquer le contrôle belge sur le pays du Rhin (51). La Flandre zélandaise finalement est revendiquée comme vitale, parce qu’il s’agit là du seul moyen pour retirer des mains d’une puissance étrangère, les Pays-Bas, le contrôle de l’Escaut et l’accès au port d’Anvers. Des exposés historiques accompagnent la revendication de ces territoires, de sorte qu’on puisse parler non d’annexion mais plutôt de réunification. *Le XXe Siècle* donne à croire que l’agrandissement de la Belgique n’est rien d’autre qu’une restitution de territoires amputés injustement au cours des siècles (52).

Il serait néanmoins inexact de penser que les nationalistes veulent à tout prix masquer leur désir d’annexion derrière un écran de références historiques, linguistiques et culturelles (53). L’épicentre des motivations se situe sur un tout autre terrain, où ils se déclarent tributaires de Proudhon, Maurras et Bainville. Comme le disait Wallez, les nationalistes rejettent l’antithèse entre droit et force. Les événements d’août 1914 avaient prouvé que le droit ne se suffit pas à lui seul. *Le XXe Siècle* se réfère à Maurras qui, dans *L’Action Française*, situe son programme de revendications dans le cadre d’une “paix imposée par la force des armes, dictée par la victoire, qui mette l’Allemagne à sa place et qui donne les moyens de l’y maintenir” (54). Les

(50) XX S., 2.12.1916.

(51) “Il faut une forte barrière, un fossé large et profond, le Rhin” (XX S., 29.6.1915).

(52) Dans leurs exposés historiques, les nationalistes s’arrêtent longuement sur le Congrès de Vienne de 1815 et sur le Traité de Londres de 1839. Ils n’hésitent pas de reculer jusqu’au Traité de Verdun de 843 ! C’est surtout le grand-duché du Luxembourg qu’on se plaît à présenter comme partie intégrante de la Belgique : “chair de notre chair; s’il y a une question luxembourgeoise, c’est avant tout une question belge” (XX S., 4.3.1915); “aussi belge aujourd’hui que l’Alsace est française; c’est notre Alsace à nous” (XX S., 21-22.2.1915). Cette accentuation des liens avec le Luxembourg, s’explique sans doute par la crainte d’une concurrence française dans ce territoire.

Sur l’ensemble de ces revendications territoriales des nationalistes : R. DEVLEESHOUWER, “L’Opinion publique et les revendications territoriales belges à la fin de la première guerre mondiale, 1918-1919”, dans *Mélanges offerts à G. Jacquemyns*, Bruxelles, 1968, p. 207-238; J. WILLEQUET, “Gaston Barbanson, promoteur d’une “Grande Belgique” en 1914-1918”, dans *Revue Belge de Philologie et d’Histoire*, 1970, p. 335-376, 1177-1206.

(53) R. DEVLEESHOUWER, *o.c.*, p. 210, donne faussement cette impression.

(54) *L’Action Française*, 8.9.1917, cité dans XX S., 8.9.1917.

moyens dont parle Maurras, passent pour Neuray par des annexions sur la frontière de l'Est, bien que ces territoires n'aient pas nécessairement des liens particuliers avec la Belgique : "nous annexerons tout ce que nous commanderont l'intérêt de nos nationaux et une raisonnable méfiance vis-à-vis des vaincus" (55).

On comprend alors que les nationalistes belges soient si intéressés par l'ouvrage de Bainville *La guerre et l'Italie* (1916), surtout par les passages où l'auteur s'efforce de démontrer que, quel que soit le pouvoir stimulant de l'"Italia irredenta", la participation de l'Italie à la guerre découle en premier lieu, de la volonté italienne d'exploiter au maximum les occasions au profit de la sécurité et de la grandeur de la patrie (56). Les Belges, qui s'opposent à toute forme d'annexion pour ne pas déshonorer leur patrie, reçoivent dans *Le XXe Siècle* une réplique de Maurras (57). Wallez a de nouveau recours à Proudhon. Cette présence de Proudhon au sein du nationalisme belge montre que l'élément irrédentiste y est accessoire, car Proudhon s'attaque directement au principe de nationalité sur lequel on ne peut fonder aucune philosophie politique. Proudhon argumente à rebours des critères historiques, géographiques et linguistiques dont se servent les tenants du principe de nationalité. Il refuse l'axiome de la frontière naturelle comme frontière politique coïncidant avec un groupe ethnique, qu'il considère comme une abstraction fictive. En conséquence il s'acharne contre l'irrédentisme du XIXe siècle qui incarnait la volonté de faire coïncider ces deux types de frontières (58). Sous la bannière de Proudhon, Wallez ne ressent nullement le besoin de justifier l'annexionnisme belge au moyen de propos irrédentistes. Le nationalisme belge projetant des annexions au détriment de l'Allemagne se sent dans son droit, puisque le principe de nationalité est une fiction (59). L'opposition ouverte de *L'Action Française* à ce principe de nationalité, au "nationalitarisme", qui renvoie également en partie à Proudhon, est repris par les nationalistes belges (60).

(55) F. NEURAY, *La Belgique nouvelle. A travers quatre ans de guerre 1914-1918*, Paris, 1918, p. 286.

(56) XX S., 8.9.1916.

(57) "Il ne suffit pas de pratiquer soi-même la politique des mains nettes pour empêcher les autres de les remplir, et la réserve peut n'avoir d'autre résultat que d'arrondir la part du butin de l'ami, de l'allié ou de l'ennemi" (*L'Action Française*, 15.4.1916, cité dans XX S., 17.4.1916).

(58) G. GORIELY, *o.c.*, p. 154-156.

(59) N. WALLEZ, *o.c.*, p. 99, 104; XX S., 13.1.1914.

(60) XX S., 13.1.1918, 6.2.1918.

Il est néanmoins certain qu'il faut tenir compte du contexte belge. Si l'opposition au principe de nationalité est fonction de la volonté d'annexer des territoires sans avoir à en rougir, elle n'est pas moins implicitement stimulée par les tensions communautaires. Ce principe pourrait devenir explosif sous les assises de la Belgique unitaire. Proudhon est dès lors rassurant à deux points de vue : il déclare absurde de tendre à des frontières politiques coïncidant avec des aires linguistiques, un Etat ne doit pas être obligatoirement homogène du point de vue linguistique (61).

Maurras et Proudhon procurent aussi au nationalisme belge l'alternative de la frontière en tant que facteur naturel. La nature délimite des grandes lignes stratégiques dont la possession est de la plus haute importance pour la sécurité, toutefois ces barrières naturelles ne peuvent déterminer les frontières de l'Etat, celles-ci étant des créations purement politiques. Eu égard à la terminologie nationaliste belge, cela signifie que l'annexion de Rhénans ou de citoyens du canton de Sankt-Vith, ne pose pas un problème de nationalité mais de politique (62). La fixation des frontières de l'Etat est une question de force, et "la force peut devenir, en certains cas une raison de droit" (63). Neuray affirme que le problème de changer le tracé des frontières n'est pas une question de principe, mais de fait, le fait allemand (64).

Le XXe Siècle reprend le "Initium sapientiae timor Germaniae", formulé par le chaud sympathisant de l'*Action Française*, Dom Besse (65). De grands articles doivent convaincre les lecteurs qu'à travers toute son histoire l'Allemagne n'a cessé de menacer la frontière septentrionale de la Belgique (66). Ceci permet de mesurer l'effet de choc de la guerre, car, avant 1914, les Belges pensaient surtout à faire des inventaires historiques des menaces françaises permanentes sur la frontière du Sud (67). Les idées de Maurras sur la

(61) G. GORIELY, *o.c.*, p. 156.

(62) N. WALLEZ, *o.c.*, p. 104.

(63) Citation de Proudhon dans XX S., 13.1.1916.

(64) XX S., 15-16.11.1917. Au sujet des annexions : "Nous ne méprisons ni l'objection des langues, ni l'objection des nationalités. Mais elles sont ni l'un ni l'autre insolubles. Elles sont, dans tous les cas, secondaires" (XX S., 6.3.1915).

(65) *L'Univers*, 16.10.1917, cité dans le XX S., 16.10.1917.

(66) XX S., 26-27.9.1915, 5.10.1915, 20.10.1915, 31.10.1915, 11.11.1915, et ainsi de suite.

(67) Après la guerre, et justement par cette guerre, cela deviendra quasiment un monopole du mouvement flamand.

menace allemande sont très prisées. Bainville est promu "maître-clinicien de la politique internationale, un des meilleurs guides que l'on puisse suivre" (68). Le journal, se référant très clairement à ses sources, reprend sans réserve à son compte le programme de l'*Action Française* pour l'Allemagne de l'après-guerre et pour l'Empire austro-hongrois (69). Pour les autres grands problèmes internationaux, *Le XXe Siècle* s'appuie si fortement sur l'*Action Française*, qu'il semble perdre sa propre identité en ce domaine. A partir du 4 juillet 1917, Bainville a chaque semaine droit à la une, avec un article de politique étrangère; il continuera de se charger de cette rubrique après la guerre. Pour les grandes lignes de la politique étrangère, *Le XXe Siècle*, le plus grand et plus influent journal du nationalisme belge, peut alors presque être considéré comme l'édition belge de *L'Action Française* (70).

IV. LE PROGRAMME INTERIEUR

1. "Les barbares intérieurs"

Dans l'optique nationaliste, la politique intérieure doit être fonction de la politique étrangère (71). C'est pourquoi on dénomme la guerre le grand maître, parce qu'elle a montré que la solidarité nationale doit vaincre toutes les divergences intérieures. Neuray se sert régulièrement de textes de Maurras pour le prouver (72). C'est dans le sillage de la "Déesse France" maurrassienne que la patrie devient la plus haute valeur à laquelle tout doit être soumis, le droit de nationalité d'autres peuples inclus. Les intentions annexionnistes ne laissent subsister aucun doute. L'ennemi ne se trouve pas uniquement

(68) XX S., 15.2.1916.

(69) Durant toute son existence, *Le XXe Siècle* citera abondamment *L'Action Française* sur ces sujets.

(70) Cela persistera après la guerre. C'est entre autres ce que les adversaires belges de *L'Action Française* reprocheront à la *Nation Belge*.

(71) "Définir et établir le régime qui assure la meilleure utilisation, pour la prospérité et la défense nationale, des forces de la nation : voilà la question", ainsi Neuray (XX S., 11.12.1915). *Le XXe Siècle* revient sans cesse à la charge.

(72) *L'Action Française*, 26.7.1915, cité dans XX S., 28.7.1915.

aux frontières; il s'est glissé, sous de multiples formes, dans le giron même de la nation.

Comme dans tout nationalisme, l'obsession de l'ennemi destructeur tient une grande place dans la pensée maurrassienne. Dans l'Action Française, cela se concrétise entre autres choses, dans les campagnes de Daudet contre l'infiltration économique et culturelle allemande en France, avant la guerre, contre les défaitistes qui ont eu des contacts avec l'ennemi pendant les hostilités. *Le XXe Siècle* qui avant 1914 ne prêtait quasiment pas d'attention à cette campagne, suit maintenant de tout près et avec enthousiasme toutes les entreprises de Daudet (73). Le journal commente amplement les "affaires" du Bonnet Rouge, de Caillaux et de Malvy, et met en vedette le rôle primordial et salutaire de l'Action Française. Cet enthousiasme pour les "affaires", on peut le retrouver chez de nombreux Belges. Carton de Wiart note dans ses mémoires que la condamnation de Malvy constitue un soulagement pour l'opinion publique qui sait gré à l'Action Française d'avoir mis cette affaire en route (74). Cette campagne de l'Action Française a fortement contribué à la faire mieux connaître et aimer par les Belges (75).

(73) XX S., 5.5.1915, 27.5.1915, 13-14.6.1915, etc.

(74) H. CARTON de WIART, *o.c.*, p. 230, 249.

(75) Entre autres, l'Ambassadeur belge à Paris, Gaiffier d'Hestroy à de Broqueville, 17.10.1917, 23.10.1917, 6.11.1917 (A.M.A.E., Cor. Pol., Leg. Fr.); l'attaché militaire belge à Paris, J. Lambert à de Broqueville, 25.11.1916 (A.M.A.E., Politique intérieure 1915-1919, no. 10.943).

Le cas d'André Lalou qui finissait ses études au Collège des Jésuites à Liège Saint-Servais, en 1914, est sans doute typique pour un grand nombre de Belges de sa génération qui passaient la guerre en France. Lalou situe ses premiers contacts directs avec l'Action Française dans les années de guerre. Il achète de temps en temps, le journal du mouvement. Mais il commence à en faire sa lecture journalière, au moment où la campagne du journal contre "les traîtres", prend des allures spectaculaires. Il reste fidèle à *L'Action Française* jusque fin 1926. (A. Lalou à P. Dresse de Lébioles, 2.4.1945; Pap. Dresse). Les expériences de Marcel Henri Jaspard qui en 1917 est, comme beaucoup de jeunes émigrants belges, élève d'un lycée parisien, vont dans le même sens. Il se souvient de la croisade de Daudet, "nous nous jetâmes sur les journaux et plus particulièrement sur *l'Action Française*. Les affaires d'espionnage et de défaitisme nous passionnaient...c'était là, pour nous, une série de films politico-policiers dont nous suivions les péripéties dramatiques avec un intérêt passionné" (M.-H. JASPAR, *Souvenirs sans retouche*, Paris, 1968, p. 32).

Selon l'Action Française, une menace de taille émane des juifs, protestants, franc-maçons et métèques, c'est-à-dire les éléments étrangers à la nation française autochtone. Il s'agit ici de concepts qui, à l'origine, appartiennent beaucoup plus au monde catholique qu'à la sphère politique. Dans le nationalisme belge, l'anti-sémitisme est quasiment absent. C'est seulement à la fin de 1917, qu'on note quelques traits d'un anti-sémitisme mitigé, situé sur le terrain de la politique étrangère; ce n'est pas sans rapport avec les succès des Alliés au Moyen-Orient : l'occupation de Jérusalem, les agissements sionistes pour ériger un Etat juif, le rêve confus d'une Palestine sous mandat belge (76). Quant aux protestants et franc-maçons, *Le XXe Siècle* qui les attaquait violemment avant la guerre, sous l'impulsion de la politique du parti catholique, les laisse en paix dans l'optique des devoirs envers l'union sacrée.

"Les métèques" de l'Action Française par contre trouvent des parents adoptifs chez les nationalistes belges. C'est tellement facile d'identifier les métèques avec les "boches". Pendant les premières semaines de la guerre, il régnait en Belgique, une véritable psychose envers les étrangers. Les journaux du tout début de la guerre montrent qu'une panique d'espionnage a gagné les milieux officiels (77). "Gare aux métèques", article de N. Wallez, sorti à la une du *XXe Siècle*, donne un des plus beaux exemples du mimétisme nationaliste belge de la prose de l'Action Française (78).

La deuxième série d'ennemis intérieurs qui hante le nationalisme belge, a une portée nettement politique, il s'agit du Mouvement flamand. L'orientation farouchement anti-flamingante du *XXe Siècle* ne date pas d'août 1914. Les flamingants, wallingants, catholiques et socialistes, conservateurs et démocrates, considérés d'abord comme les éléments constitutifs du vieil antagonisme de l'époque a-nationale d'avant 1914, forment maintenant un front unique de haute inspiration nationale. Dans la deuxième moitié de 1914 et au début de 1915, *Le XXe Siècle* n'attaque aucun flamand pour cause de flamingantisme (79). L'activité croissante de la toute petite minorité flamingante collaborant avec les Allemands, constitue un des fac-

(76) XX S., 12.12.1917, 20.12.1917. Sous la plume de Neuray, on peut aussi lire occasionnellement des diatribes dans le genre de "la juiverie tient à ce que la Belgique reste neutre" (Neuray à de Broqueville, 6.1.1917; A.G.R., Pap. Broq., no. 165).

(77) L. WILS, o.c., p. 41.

(78) XX S., 17.4.1917.

(79) L. WILS, o.c., p. 108-111.

teurs importants d'un changement de direction dans *Le XXe Siècle*. L'action flamingante au front et dans le diaspora, accélère l'évolution anti-flamingante, ce qui en retour monte encore plus les flamingants contre les nationalistes belges. On se retrouve à la fin dans un cercle vicieux qui ne peut plus être interrompu et où l'équipe du *XXe Siècle* donne libre cours à sa hargne contre les flamingants de tout bord, y compris la grande majorité flamingante restée loyale envers la Belgique. Dans cette problématique d'un ennemi intérieur proprement belge, le nationalisme peut difficilement chercher une inspiration et des appuis supplémentaires dans la littérature de l'Action Française.

Le problème n'est plus le même dès qu'il s'agit de démasquer un ennemi intérieur commun à tous les nationalismes européens, l'internationalisme et le pacifisme. Dans son ouvrage *La Belgique Nouvelle*, Neuray regroupe sous le titre *L'International a fait faillite, vive le nationalisme*, les articles les plus importants qu'il a consacrés pendant 4 ans au sujet (80). Les grandes lignes de l'argumentation contre l'internationalisme viennent de chez Maurras. Mais le nationalisme belge ne se contente pas de puiser dans l'Action Française : il se réclame également des ouvrages du socialiste anglais Laskine, pour prouver qu'un internationaliste est manipulé par l'impérialisme allemand, ou qu'il collabore directement avec lui (81).

Naturellement, c'est l'internationale socialiste qui est la cible principale. Par exemple, Kamiel Huysmans et ses activités internationalistes à Stockholm sont sans cesse dénoncées comme dangereuses pour l'Etat. Dans le procès que *Le XXe Siècle* fait à l'internationalisme socialiste, le témoignage à charge de l'Action Française est estompé par Gustave Hervé, quand son journal *La Guerre Sociale*, au cours de la guerre, devient *La Victoire*. L'explication est toute indiquée. Hervé qui, avant la guerre était socialiste et internationaliste fervent, tourne après août 1914 ostentativement le dos à l'internationalisme et quitte en 1916 le parti socialiste. Il avoue que son programme d'antan était plein d'erreurs et que, victime de l'infiltration intellectuelle allemande en France, il avait une vue faussée sur la société, ses mécanismes. La force persuasive des arguments de ce socialiste internationaliste converti est forcément plus grande que l'argumentation maurrassienne.

(80) F. NEURAY, *o.c.*, p. 195-340.

(81) E. LASKINE, *L'Internationale et le Pangermanisme*, Paris, 1915; ID., *Le socialisme national*, Paris, 1917.

L'internationale catholique connaît le même sort. A l'instar de beaucoup de catholiques belges qui avaient de nombreux contacts outre-Rhin, Neuray y croyait fermement avant 1914. Il la classe maintenant au nombre des illusions. "Ce bâton vermoulu ne nous a servi de rien. Ses débris jonchent le sol. Les ramasse et les récolte qui veut : les catholiques belges, en ce moment ci, ont autre chose à faire" (82). Il a même une discussion avec Maurras qui constatait que dans la faillite générale des Internationales, la catholique était la seule à tenir. Neuray qui conteste cette assertion, est toutefois d'accord avec Maurras sur les possibilités théoriques de comptabilité entre le nationalisme et l'internationale catholique : celle-ci se meut sur un autre niveau que la socialiste; elle possède un but final transcendantal, donc la contradiction avec le nationalisme n'est pas inévitable (83).

L'internationaliste catholique peut néanmoins devenir un ennemi intérieur en interprétant faussement des valeurs catholiques afin de s'en servir contre des options nationalistes justes. En cela, le nationalisme belge vise spécialement les catholiques qui se révoltent contre l'attitude nationaliste vis-à-vis des catholiques allemands, comme étant incompatible avec l'amour du prochain. Louis Dimier de l'Action Française, peut disposer de la première page du *XXe Siècle* pour prouver que la doctrine catholique n'oblige qu'à conclure la paix à des conditions équitables, dont font partie l'intérêt national

(82) XX S., 11.1.1916.

(83) "L'Internationalisme chrétien, étant purement spirituel, ne peut gêner, ni contrarier le patriotisme, elle est, non point perpendiculaire, mais parallèle à l'Etat et cela fait une différence" (Neuray dans XX S., 13.6.1917). Dans le différend avec Maurras, l'emprisonnement de Mercier jouait un grand rôle. Dans *L'Action Française* du 2 février 1915, Maurras constatait pour la *enième fois*, la faillite des internationales scientifiques, littéraires, socialistes et capitalistes. Il faisait néanmoins une exception, pour l'internationalisme catholique, la seule qui tenait le coup. Un des signes, selon Maurras, était l'émotion des catholiques allemands, à la nouvelle de l'emprisonnement du Cardinal Mercier. Cette émotion aurait été si forte, que l'administration impériale fut obligée de le relâcher. Neuray n'est pas du tout d'accord, et à juste titre. Les mesures prises contre le Cardinal Mercier n'avaient en effet, produit dans le milieu catholique allemand, aucune réaction en faveur du Primat belge, bien au contraire. *Le XXe Siècle* n'a pas de difficultés pour dresser, en guise de supplément, un long inventaire de l'indifférence et de l'hostilité même, des catholiques autrichiens et allemands pour le sort que subissent les catholiques belges (F. NEURAY, *o.c.*, p. 241-251).

et le droit du vainqueur (84). Les lettres pastorales du cardinal Mercier sont vivement sollicitées par les nationalistes. Ils ne voient dans "Patriotisme et Endurance" rien d'autre qu'une "apologie ecclésiastique, théologique de la religion de la patrie" (85). *Le XXe Siècle* retire de la lettre du cardinal du 29 janvier 1917, aux doyens de son diocèse, la confirmation que "le patriotisme belge implique un esprit de vengeance", esprit qui dans les circonstances données, devient "une vertu chrétienne" (86). Les nationalistes belges insistent beaucoup sur le fait que "la lâcheté n'est pas théologique", et que le devoir chrétien oblige à rétablir la justice et à exiger du bourreau de la patrie repentis et dédommagement complets avant de penser au pardon. Maurras interprète ainsi les lettres de Mercier pour le nommer "le grand juste".

Dans le même esprit, *Le XXe Siècle* prend à parti les catholiques belges qui veulent se servir de l'intervention du Pape en août 1917, en faveur de la paix, pour "contaminer" le pays avec le pacifisme. Ces catholiques-là seraient aussi dangereux que les internationalistes socialistes qui font appel à des considérations de solidarité de classe. C'est de nouveau l'Action Française qu'on appelle à l'aide. Maurras peut l'expliciter dans *Le XXe Siècle* : "En droit ils (les catholiques) ne sont pas tenus de suivre la politique de Benoît XV; en fait, ils ont le devoir d'en suivre une différente" (87).

2. "L'Union sacrée de raison".

Les nationalistes belges veulent aussi être constructifs et s'occupent des conditions d'une véritable union sacrée. *Le XXe Siècle* donne presque journellement des exemples d'union sacrée, soit dans le pays occupé, soit au front, soit dans la diaspora. Il ne se fait pas d'illusions sur le caractère de cette unité nationale momentanée; il ne s'agit que d'une trêve, et, aussitôt les Allemands vaincus, les discordes entre les groupes linguistiques, entre les croyances et les classes surgiront à nouveau. Les nationalistes veulent éviter cela à tout prix, parce que ce qui s'avère nécessaire en temps de guerre l'est aussi en temps

(84) XX S., 27.12.1915.

(85) Id., 18.5.1915.

(86) Id., 12.6.1917.

(87) Id., 11.6.1917.

paix : guerre et paix sont deux notions intimement liées. Les nationalistes belges sont acquis à l'axiome maurrassien "qu'il n'y a pas une vérité de guerre et une vérité de paix", de sorte qu'ils n'acceptent que deux partis, "le Belge et l'autre" (88).

Cela ne pose pas tellement de problèmes tant que la guerre dure, mais il faut changer "l'union sacrée de sentiment" en une "union sacrée de raison" pour qu'elle tienne le coup quand le conflit n'apparaîtra plus clairement à la surface : en temps de paix.

Avant la guerre, la Belgique connaît trois grandes causes de discordes : la lutte sociale, les querelles politico-religieuses et la confrontation linguistique qui petit à petit devient une confrontation communautaire. De quelle manière, une Belgique unitaire nationaliste peut-elle être viable avec de tels explosifs ?

Les nationalistes n'ont jamais approché le problème communautaire de manière sérieuse en l'approfondissant. Pour eux, il s'agit d'une question administrative, on doit attribuer à la langue "flamande" plus de droits en Flandre, sans toucher au caractère bilingue de la région, car la culture "flamande", culture de second rang, se couperait ainsi du monde extérieur. Les nationalistes belges ne considèrent pas le contenu national du mouvement flamand dont il ne retiennent qu'une partie du volet culturel. De plus leur attitude paternaliste gâche tout : la culture française doit rester dominante. Il n'empêche qu'on donne satisfaction à quelques exigences du groupe flamand, sans que celui-ci puisse se faire d'illusions sur le rôle respectif des deux cultures (89).

Quant aux querelles politico-religieuses, le nationalisme lui consacre une prose abondante, qui ne débouche jamais sur du concret. On chercherait en vain, des propositions pour la solution à la querelle des écoles, l'un des principaux obstacles à la véritable union que les nationalistes disent vouloir établir. Le nationalisme n'est pas capable ou n'ose pas la concrétisation, car il apparaîtrait que les belles considérations théoriques ne sont que d'un faible secours pour l'élimina-

(88) Id., 16.5.1915.

(89) "...la civilisation française, ou plutôt, la civilisation tout court, car toutes les autres doivent s'y soumettre, sous peine de décadence et de mort... loin de se diminuer en payant ce tribut, les Flamands s'augmentent et s'enrichissent. Ils n'abdiquent rien, ils ne se déracinent pas; ils baignent leur pensée et leur oeuvre dans le grand courant français, sans rien perdre de leur originalité" (F. NEURAY, *o.c.*, p. 181-182).

tion des points d'accrochages entre Belges. Les devoirs de l'union sacrée rendent encore plus difficile aux nationalistes la formulation de propositions d'actions. Au coeur même de leurs considérations générales, on décèle bien vite une présence maurrassienne. Ils sont d'avis que les frictions politico-religieuses ont leurs racines dans une fausse dialectique entre croyance et incroyance d'une part, politique et nation d'autre part. L'expérience du front a démontré que croyants et incroyants se sont unis fraternellement dans un même effort patriotique. Le catholique ne peut plus avoir de dédain pour son camarade incroyant qui manifeste sa grandeur morale en risquant sa vie pour sa patrie, l'incroyant ne peut plus mépriser une religion qui donne à tant de soldats l'espoir, le courage et l'esprit de sacrifice. Sur un ton très proche de celui de Maurice Barrès, Neuray constate que l'Église, même pour les Belges étrangers à la foi catholique, est redevenue "la maison du peuple par excellence" où la lampe perpétuelle symbolise la patrie éternelle, "le dernier asile où la patrie enchaînée peut déployer ses couleurs" (90). Comme leurs amis français, les nationalistes belges accentuent pendant toute la guerre le caractère naturel et la valeur nationale du catholicisme.

Pour que l'apaisement sur le terrain politico-religieux se maintienne après la guerre, les nationalistes proposent une déconfessionnalisation de la politique de parti. L'abbé Wallez est d'avis que les Belges pourraient se mettre d'accord s'il n'y avait pas "les coteries politiques" qui irritent et stérilisent le débat, parce que leur existence politique en dépend fortement. "Singuliers chefs d'armée qui veulent l'indéfinie résistance des ennemis" (91). Le caractère par trop véhément de ces propos n'empêche qu'ils renferment une part de vérité. *Le XXe Siècle* se fait le champion d'une attitude positive envers l'État. Il est vrai que déjà longtemps avant la guerre, l'action politique dans le cadre de la Constitution, était largement acceptée par les catholiques. Néanmoins, l'opinion catholique restait empreinte de suspicion et prenait ses distances envers l'État. L'attitude farouchement anti-libérale des papes n'était pas étranger à ce comportement. Les nationalistes veulent maintenant que l'opinion catholique non seulement accepte l'État, mais encore le soutienne sans arrière-pensée. Le premier devoir des catholiques est "d'être catholiques et

(90) XX S., 16.9.1915.

(91) N.B., 28.5.1918.

Belges au maximum" (92). De plus, ils doivent prendre conscience du fait que la doctrine catholique ne fournit pas tous les éléments de solution aux problèmes de société. "Le catholique ne peut s'imaginer avoir sur toutes choses une vérité toute faite parce qu'il a la vérité dans l'ordre du salut" (93). C'est ici que s'ouvre la porte à des incroyants comme Maurras qui peuvent avoir, sur le terrain de l'ordre social, des idées beaucoup plus justes que des catholiques, si fervents qu'ils soient. Le jésuite-prédicateur Hénusse, aumônier de l'armée, développe cette idée dans ses causeries aux officiers, qu'il incite à une véritable collaboration d'inspiration nationale pour l'après-guerre, avec "des hommes de bonne foi, même s'ils ne sont pas des hommes de foi" (94). Il ne s'agit ici que de directives très générales, il reste néanmoins que ces propos tendent à abattre les barrières entre clérical et anti-clérical, ce qui dans la Belgique d'avant-guerre n'était guère pensable.

Les nationalistes invitent également les incroyants à l'abolition "des barrières d'intransigeance". Le principal argument du *XXe Siècle*, est à nouveau, la valeur naturelle et nationale du catholicisme. Il y a une "vérité belge" : la Belgique est catholique (95). Dans ce contexte, Neuray aime paraphraser les chants liturgiques comme "les vieux chants des ancêtres", "la Brabançonne sur les orgues des églises", "la vieille religion nationale", partie intégrante de l'héritage national. L'abbé Wallez a de nouveau recours à son cher Proudhon, lorsque celui-ci incite les politiciens français "de ne pas sacrifier les intérêts de la nation à leurs passions anti-religieuses, à ne pas commettre de *trahison* en détruisant ou négligeant une force politique aussi grande que celle du catholicisme". A l'intention des nationalistes belges incroyants, Wallez cite le passage de *La fédération et l'unité en Italie* où Proudhon s'affirme "catholique par position, clérical, si vous voulez, parce que ma patrie n'a encore cessé de l'être et

(92) "L'Etat et la patrie sont pour tous les citoyens, catholiques compris, la condition naturelle, indispensable et partant providentielle, de leur existence terrestre" (XX S., 11.1.1916, 12.1.1918).

(93) XX S., 5.11.1916.

(94) On trouve des comptes-rendus de ses discours, notamment dans XX S., 5.11.1916, 16.12.1916.

(95) "Ce pays a la religion dans le sang" (XX S., 12.1.1918).

que les Anglais sont anglicans, les Prussiens protestants,..." (96). Neuray, en mettant en évidence la concordance entre les vertus que prêche le catholicisme et celles nécessaires à un épanouissement national, s'exclame : "le catholicisme, plus que jamais, est la plus belle invention qui ait paru sur la terre" (97).

L'argumentation nationaliste belge renvoie à Maurras qui se réclame en grande partie de motifs politiques et non religieux, pour se mettre du côté de l'Eglise catholique. Ce n'est pas un hasard si le passage de Proudhon que cite Wallez, est celui la même que définissait Maurras dans *L'Action Française* en 1910 (98). *Le XXe Siècle* ne demande aux incroyants nationalistes rien d'autre que ce que Maurras appelle : la reconnaissance de "la concordance du fait catholique avec tous les bienfaits sociaux" (99). A l'instar de l'Action Française en France, le nationalisme belge ne voit d'autres moyens pour réunir la Belgique incroyante et catholique, que l'acceptation du "bienfait du catholicisme" — on ne discute pas de sa vérité —, qu'une réconciliation "sur l'Eglise", parce qu'une rencontre "dans l'Eglise" ne dépend pas de la volonté politique humaine (100).

Neuray et son équipe ne veulent pas se rendre compte qu'une réconciliation "sur l'Eglise" n'est pas acceptable pour grand nombre de Belges, de sorte qu'on ne peut trouver là une base de paix définitive sur le terrain politico-religieux. Est-ce que les nationalistes belges espèrent atteindre chez eux, sur un plan plus restreint, ce qui se réalise sous leurs yeux dans l'Action Française ? Sans aucun doute. Des incroyants, partant d'un nationalisme intégral, épaulent la combattivité catholique de leurs collègues croyants. Certaines initiatives nationalistes belges après la guerre, iront dans cette direction. La

(96) Citation de Proudhon, repris dans XX S., 15.2.1916. La foi, dans le sens strict du mot, n'a absolument rien à voir ici. Le passage cité par l'abbé Wallez, est vraiment révélateur de l'attitude de Proudhon. Elle revient d'ailleurs à l'ordre du jour beaucoup plus tard dans H. de LUBAC, *Proudhon et le christianisme*, Paris, 1945, p. 306.

(97) XX S., 13.11.1917.

(98) *L'Action Française*, 13.8.1910, repris dans Ch. MAURRAS, *Dictionnaire politique et critique établi par les soins de Pierre Chardon*, Paris, 1913, fasc. 18, p. 223.

(99) L. THOMAS, *L'Action Française devant l'Eglise. De Pie X à Pie XII*, Paris, 1965, p. 58.

(100) L. THOMAS, *o.c.*, p. 44; P. VANDROMME, *Maurras. L'Eglise de l'Ordre*, Paris, 1965, p. 137.

formule du nouveau *XXe Siècle*, né à la fin de 1914, est en tout état de cause un premier pas, dans ce sens (101).

Il reste les tensions d'ordre social. Le nationalisme belge fonde tous ses espoirs sur "le socialisme national", qui au fond, n'a de commun que son nom avec le socialisme. Le dogme central dans ce socialisme national sur lequel tout repose, c'est la patrie comme cadre naturel, indispensable aux travailleurs pour l'amélioration de leur situation. L'accroissement du bien être ne peut dès lors se réaliser que lorsque ce cadre est fort et respecté. Par ailleurs le prestige et le progrès de la patrie sont conditionnés par ceux de la plus grande partie de ses citoyens : les travailleurs. Il ne peut donc exister de contradiction entre socialisme et nationalisme, l'un supposant l'autre (102). Entre les plus importants ingrédients de ce soi-disant socialisme, la solidarité entre patrons et travailleurs n'est pas oubliée. Les socialistes d'avant-guerre auraient commis la grande faute, sous l'impulsion du marxisme, du "boche" Marx, d'annexer le pouvoir politique pour changer la répartition des richesses, tandis que le premier problème est celui de l'augmentation du total des richesses, ce qui permettrait de satisfaire beaucoup mieux tous les intéressés. Si des inégalités dans les salaires sont sans doute inévitables, elles ne peuvent toutefois compromettre l'unité nationale quant à la nécessité d'augmenter la production (103). C'est l'intérêt de la classe ouvrière de s'insérer dans une industrie nationale florissante, d'avoir des patrons capitalistes entrepreneurs. L'idée d'enrichir le peuple par la ruine du patron est donc contradictoire. Les syndicats ne peuvent pas déséquilibrer l'usine dont vivent leurs clients, ils doivent limiter les grèves au maximum, parce que les syndicats sont des facteurs économiques de premier ordre, et non pas des machines de guerre dans une optique de lutte des classes (104). La concertation entre patrons et ouvriers doit avoir trait avant tout au problème de l'augmentation globale des gains. En collaborant énergiquement à la pro-

(101) Neuray dit recevoir des reproches parce que *Le XXe Siècle* n'est plus un journal catholique. Au cours de son séjour à Rome, Neuray eut, à ce sujet, un entretien avec le Cardinal Mercier. Quoique Neuray, pour des raisons de discrétion, à ce qu'il dit, ne donne pas de détails de l'entrevue, il se prétend tout de même mandaté, pour proclamer publiquement que *Le XXe Siècle*, a la pleine approbation et la bénédiction de Mercier (XX S., 27.1.1916).

(102) N.B., 2.5.1918.

(103) XX S., 25.11.1915, 13.3.1917, 12.5.1917.

(104) XX S., 13.3.1917.

duction, le socialisme remplira son rôle national dans une Europe qui, après la guerre, sera un ensemble d'économies nationales qui se livreront une lutte concurrentielle sans merci.

Dans la perspective d'une confrontation économique internationale, Wallez est même d'avis que l'annexionnisme devrait devenir un point du programme socialiste. En élargissant le territoire économique, on amoindrit celui du concurrent futur et on augmente ses propres possibilités de richesses. Selon Wallez, un traité de paix qui laisserait intacte l'industrie de base allemande, sacrifierait les intérêts vitaux du prolétariat belge (105).

Les sources auxquelles *Le XXe Siècle* puise ces théories de "socialisme national", socialfascisme avant la lettre, sont multiples. Il se sert parfois d'un article de Maurras dans *L'Action Française*. Pourtant, un inventaire détaillé sur quatre années de guerre, apprend que les nationalistes belges, pour cette problématique, ne s'instruisent que rarement chez Maurras et par *L'Action Française*, mais se réfèrent presque exclusivement à Gustave Hervé et à son journal *La Victoire* (106). Tout ce que le journal belge proclame sur le socialisme national n'est rien d'autre qu'une reproduction servile de ce qu'écrit Hervé au sujet d'un socialisme qui ne vivra "que s'il abjure l'erreur marxiste", car, "le socialisme sera national ou il ne sera plus", "la coopération entre le capital et le travail est une question de vie ou de mort" (107). *Le XXe Siècle* n'oublie jamais de mettre en vedette qu'il s'agit d'idées d'un homme au passé socialiste, qu'on présente comme étant toujours socialiste. Quiconque ose mettre en doute le socialisme d'Hervé, s'expose aux imprécations des nationalistes belges. Emile Vandervelde, le ministre socialiste, en fait l'expérience quand il décrit Hervé dans *Le Petit Parisien* du 2 janvier 1917, comme un déserteur des rangs socialistes (108).

Hervé partage cet intérêt des nationalistes belges, avec son collaborateur Lysis. Ce pseudonyme cache le journaliste Eugène Letailleur qui collaborait avant la guerre à *L'Humanité* (109). En 1916, il publie dans *La Victoire*, une série d'articles sur *Le problème de l'Etat démocratique*, où il expose entre autres ses théories du socialisme na-

(105) XX S., 9.7.1916.

(106) En 1927, Hervé fondera le "Parti Socialiste National", inspiré du fascisme.

(107) *La Victoire*, 11.6.1916, 8.8.1916, 5.3.1917, etc., repris par XX S., 14.6.1916, 10.8.1916, 6.3.1917, etc.

(108) XX S., 4.1.1917.

(109) H. COSTON, *Dictionnaires des pseudonymes*, Paris, 1965, p. 148.

tional, que *Le XXe Siècle* se hâte de citer (110). Ses écrits sont rassemblés en 1917 sous forme de livre *Vers la démocratie nouvelle*, auquel le journal fait une propagande intense. *Le socialisme national* d'E. Laskine provoque également des propos enthousiastes.

Quand les nationalistes belges disent que le vieux socialisme internationaliste et marxiste se meurt, pour devenir un socialisme national, ils vont vite en besogne. Le petit ouvrage *Le nouveau socialisme* (1918) d'Omer Boulanger, conseiller communal socialiste de Forest lès Bruxelles, qui reprend les théories d'Hervé et de Lysis, ne peut pas suffire à leur donner raison. Il est néanmoins vrai que la participation socialiste belge à l'union sacrée, renferme déjà des éléments qui renvoient à un socialisme national. Ce sera encore plus vrai pour l'évolution qui marquera le parti et le syndicalisme socialiste d'après-guerre (111). *Au-delà du marxisme* de Henri De Man, et le socialisme national de Paul-Henri Spaak des années trente en seront les preuves les plus éclatantes.

Mais quel est le véritable contenu de ce socialisme national, prêché pendant la guerre ? Neuray dit bien que les conservateurs se font des illusions quand ils pensent pouvoir compter sur les nationalistes pour faire un front commun contre le mouvement ouvrier, après la guerre. "Il n'y aura rien de trop chaud pour les ouvriers qui ont donné leurs bras, leur sang, leur vie. Qui oserait contester leur droit et opposer à leurs revendications un *non possumus*" (112) ? Construire sur ces propos l'espoir que les nationalistes, après l'armistice, se lanceront corps et âme dans le combat ouvrier, n'est pas seulement trop hâtif; c'est en contradiction avec ce qu'ils ont écrit tout au long de la guerre sur ce socialisme national, qui n'est que le drapeau cachant mal l'esprit conservateur et la peur bourgeoise pour l'ouvriérisme combatif qui se manifestera, à coup sûr, dans le pays libéré. L'inspiration désespérément paternaliste saute aux yeux quand Neuray se dit convaincu que la majorité de la classe ouvrière ne refusera plus de reconnaître les droits du capital — quels droits ? — ni les privilèges dus à la compétence et à la connaissance, une fois que ses propres droits — lesquels ? *Le XXe Siècle* n'est jamais précis sur

(110) XX S., 22.4.1916, 27.4.1916, 3.5.1916, 10.5.1916.

(111) M. NAUWELAERTS, "De socialistische syndicale beweging na de eerste wereldoorlog (1919-1921)", dans *Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis*, 1973, p. 343-376.

(112) XX S., 23.8.1917; F. NEURAY, *o.c.*, p. 320-321.

ce point — ne seront plus discutés. Pour *Le XXe Siècle*, le problème prioritaire n'est pas celui d'une nouvelle répartition des richesses, mais leur augmentation globale. Il est partisan du dialogue entre ouvriers et patrons, mais il note, en tête de l'ordre du jour, accroissement de la production, où les syndicats doivent chercher la principale justification de leur existence. Neuray voit dans le syndicalisme un facteur économique de premier ordre, mais ne souffle mot de son éventuelle fonction d'instrument de défense et de conquête sociales, sauf quand il insiste sur son devoir de limiter impérativement les grèves. Quand le moment sera venu de la répartition des richesses accumulées par une production dynamique, les travailleurs seront "invités" à se mettre à la table des discussions, comme des "hôtes" importants (113). Les mots dont se servent les partisans du socialisme national trahissent leur mentalité paternaliste.

Cette "Union sacrée de raison" du nationalisme belge, porte trop la marque francophone, catholique et bourgeoise, pour être acceptable à la grande masse des flamingants, des incroyants et des socialistes.

3. "Politique d'abord"

Pour les nationalistes, la rénovation durable de la nation belge est un problème politique. Ils voient dans l'Etat le levier le plus important pour une véritable vie nationale. C'est l'Etat qui est à l'origine d'une nation belge, parce qu'il a le plus contribué à la genèse d'une conscience nationale, propre aux deux communautés dont la Belgique, selon certains, aurait été constituée, par le passé. L'Etat a réussi à réunir dans une seule nation des éléments hétérogènes (114).

Les nationalistes le comptent comme un des plus grandes mérites de Maurras, son insistance à répéter sa théorie sur la relation causale entre la force ou la faiblesse de l'Etat et les institutions dont il dispose. Ils applaudissent des deux mains le "politique d'abord" de

(113) XX S., 12.5.1917.

(114) XX S., 15.2.1918.

l'Action Française (115). *Le XXe Siècle* revient régulièrement sur cet axiome. L. Dumont-Wilden y consacre deux éditoriaux très instructifs, *La réforme essentielle : Politique d'abord*, et *La restauration de la Belgique est d'abord un problème politique* (116). Dans le cadre de ces prises de position sur la hiérarchie des moyens, les nationalistes font le procès des notions politiques erronées et s'attaquent à ceux qui font de la politique, une affaire métaphysique, mystique et déductive, dont on peut évaluer les effets désastreux sur la démocratie de l'époque (117). C'est chez Maurras qu'ils vont également chercher les "vraies" notions sur la politique, science et art de gouverner. Le raisonnement appliqué à des expériences préalables permet de découvrir les lois qui dirigent toute activité humaine. La direction d'un groupement d'hommes et la coordination des efforts de tout un peuple, doivent s'effectuer conformément à ces lois (118). Les nationalistes belges adoptent "l'empirisme organisateur" maurrassien. *Le XXe Siècle* n'a pas peur du "nous ne sommes pas des gens moraux", de l'Action Française; il en donne une interprétation exacte, en maniant la distinction maurrassienne entre l'action politique et "la politique dans le sens grec du mot" : la politique, en tant que reconnaissance des lois qui la dirigent, est du domaine de la science; elle ne devient qu'ensuite, dans l'action, tributaire de la morale. Celle-ci peut donner une certaine orientation à l'acte politique, mais elle n'a pas compétence pour dénier ou contester les lois politiques car la nature du politique n'est pas éthique; elle est, sans plus (119).

Les collaborateurs du *XXe Siècle*, pendant la guerre, sont pénétrés d'admiration pour Maurras. Ils attribuent à ses doctrines une valeur universelle. Neuray avoue que, s'il ne prenait en compte que son profond ravissement pour les théories du chef de l'Action Française, il éditerait dans son journal, chaque jour, un article de lui, mais son état de réfugié en France lui interdit ce "plaisir", parce qu'il ne peut

(115) "C'est devant un champ de ruines qu'on perçoit le mieux la justesse de la devise d'une école française contemporaine : politique d'abord" (XX S. H., 17.11.1918).

(116) N.B., 11.6.1918; XX S. H., 17.11.1918.

(117) Surtout L. DUMONT-WILDEN, *Le mysticisme démocratique*, dans XX S. H., 29.9.1918.

(118) "La démocratie a considéré comme privilèges des phénomènes naturels et est parti en guerre contre des lois naturelles" (XX S., 14.9.1916).

(119) XX S., 13.5.1916; P. VANDROMME, *o.c.*, p. 146.

donner prétexte, à ceux qui voudraient l'accuser de prendre parti dans les affaires intérieures de la France (120).

Toutefois, les nationalistes belges n'éprouvent pas le besoin de suivre Maurras jusqu'au bout de ses conclusions, même lorsqu'ils reconnaissent en lui un maître, trouvent dans sa doctrine des lignes de force de portée générale. "Ses principes sauveurs sont applicables partout... avec la mesure et dans les formes réclamées par nos traditions de liberté" (121). Quelles sont ces formes et ces mesures ?

En 1916 comme en 1918, Neuray continue d'affirmer qu'il n'est pas opposé au principe du régime parlementaire, mais à son fonctionnement en Belgique, le "parlementarisme intégral" (122). Selon *Le XXe Siècle*, il faut organiser la démocratie, pour qu'elle puisse se situer au juste milieu entre "parlementarisme intégral", et, "absolutisme prussien" (123). Un article de Dumont-Wilden *Organisons nos démocraties* définit bien le programme de la réforme politique prônée par les nationalistes (124). N'est-ce pas diamétralement opposée aux théories de Maurras qui pense que l'organisation de la démocratie, est la quadrature du cercle ? Un des enjeux de la guerre des Alliés contre les Centraux est la défense de la démocratie; on imaginerait donc difficilement qu'une tendance nationaliste appartenant au clan des Alliés, qui n'avait jamais pris parti contre la démocratie, jusqu'en 1914, fasse, en pleine guerre, sa première profession de foi contre la démocratie. De plus, "le parlementarisme intégral" est devenu un élément constitutif de notre démocratie parlementaire, de sorte que le crédo des nationalistes, "organisons nos démocraties", est en pratique foncièrement anti-démocratique.

Les nationalistes veulent appliquer des principes politiques qu'ils estiment universels et qu'ils vont chercher chez Maurras, en particulier. Neuray les résume en une phrase lapidaire : "Unité, stabilité, autorité et compétence en haut, liberté et contrôle en bas" (125).

La réévaluation de la monarchie est la première étape du processus à engager. Les nationalistes sont et resteront des monarchistes fervents. L'article de Neuray, *Le fondement de notre royalisme*, peut

(120) XX S., 28.7.1915.

(121) XX S., 13.5.1916.

(122) XX S., 3.6.1916; N.B., 18.5.1918.

(123) XX S., 7-8.11.1915.

(124) XX S. H., 14.7.1918.

(125) XX S., 13.5.1916.

être considéré comme la synthèse de ce que *Le XXe Siècle* écrit sur ce sujet pendant la guerre (126). Les grandes solutions politiques de la monarchie sont défendues, glorifiées grâce à des arguments maurrassiens. La démocratie ne peut s'organiser que si elle redonne au Roi la possibilité d'exercer toutes ses prérogatives, selon la lettre et l'esprit de la Constitution. Alors seulement le Roi pourra veiller effectivement à ce que le gouvernement ne soit plus le rassemblement de représentants des groupes d'intérêts les plus divergents, où ne figurent guère les intérêts du pays. Le Roi doit redevenir le véritable chef, le guide de la nation. Pour réaliser ce projet, les nationalistes songent à rétablir l'équilibre entre le législatif et l'exécutif, dans le sens d'un élargissement substantiel du pouvoir du gouvernement. Le pouvoir législatif s'est manifesté avec tous ses défauts, par des incursions très poussées sur le terrain de l'exécutif. Les partis politiques considèrent le gouvernement, dont la composition est réduite à un dosage minutieux de représentants d'intérêts particuliers qui se harcèlent, comme leur prolongement. Les nationalistes définissent cette situation comme "le parlementarisme intégral", qui ne prendra fin qu'au moment où le Parlement se limitera à sa fonction de contrôle. Le siège de l'autorité doit se trouver du côté d'un gouvernement dont serait définitivement banni le contenu parlementaire et de politique de parti. L'abolition du "monopole gouvernemental des partis politiques" est un grand thème nationaliste. Quand Neuray se lance dans ses rêves, il songe à voix haute : "Avant la guerre, les partis étaient tout, après la guerre, ils ne seront presque plus rien" (127). L'histoire lui donnera tort, et la désillusion des nationalistes, après guerre, n'en sera que plus grande.

Les rédacteurs du *XXe Siècle* ne cachent pas qu'ils puisent chez Maurras et dans l'Action Française des arguments pour attaquer le parlementarisme intégral. Ils jugent les éléments du réquisitoire maurrassien parfaitement fondés et très éloquents. La situation politique des nationalistes, leur récente conversion à l'antidémocratie, les obligent à manier les arguments maurrassiens avec une certaine modération de façade, en les dirigeant contre la seule démocratie "inorganisée". Quant aux applications de ces points de doctrine au régime politique belge, la préférence du *XXe Siècle*, va à un gouvernement très restreint, d'un maximum de 7 ministres dont 3 ou 4 compé-

(126) XX S., 3.4.1917.

(127) Neuray à de Broqueville, 9.9.1916 (A.G.R., Pap. Broq., no. 165).

tences, venues hors du monde politique, avec un premier ministre ayant de très larges attributions. Ce nouveau "Directoire exécutif", épuré de toute influence des partis, placé sous l'égide directe de la monarchie, pourra prendre en charge les grandes questions nationales et rétablir autorité et compétence dans la vie politique. Les ministres qui perdraient inévitablement leur portefeuille dans une telle réforme, pourraient, selon Neuray, être placés sur la voie de garage d'un "Sanhédrin consultatif" (128). Si Neuray se fait tellement insistant, quant au nombre des ministres, c'est qu'il veut en mettre certains, opposés à ses idéaux nationalistes, hors d'état de nuire.

Maurras et l'Action Française fournissent une ration importante des fondements idéologiques d'un anti-démocratisme nationaliste, dont on retrouve les traces dans un cercle assez large (129). Gaston Barbanson, l'ami de nombreuses personnalités politiques, n'a que des propos méprisants à l'égard des vedettes placées sur l'avant-scène de la politique de parti, dont on ne peut attendre que de sérieuses bévues. Dès 1915, Barbanson, prône un régime fort dont seraient éliminés les "politicards". Dans cette conjoncture, il ne reste plus qu'à de Broqueville d'autre alternative que de monopoliser le pouvoir, au bénéfice du roi (130). Gaiffier d'Hestroy et Paul Hymans rapportent que les opinions du Baron Evence Coppée, du Comte Adrien Van der Burch, vont dans le sens d'une monarchie centralisatrice, ayant dans la main droite le sceptre de la dictature, symbolisée par de Broqueville (131). Vers la fin de la guerre, le Comte de Lichtervelde s'efforce de convaincre de Broqueville que "seul un régime, un gouvernement fort, où la compétence et l'initiative seront à l'honneur, pourra résoudre les problèmes de la rentrée" (132). En novembre 1918, Neuray relate sa rencontre avec le Baron Ruzette, le maire de Bruges, tout juste libéré. Le Baron est favorable à un régime monarchique s'appuyant sur des hommes neufs, capables d'apporter un nouveau souffle politique (133).

(128) N.B., 6.6.1918, 11.6.1918; XX S., 13.1.1917, 15.11.1917.

(129) Le commentaire du *XXe Siècle* (7.12.1915) sur un réquisitoire anti-démocratique très fort de *L'Indépendance Belge*. Analyse thématique de *L'Indépendance belge* dans M. LEROY, *o.c.*, p. 84-107.

(130) J. WILLEQUET, *o.c.*, p. 337-339.

(131) Gaiffier d'Hestroy à Beyens, 1.2.1917 (A.M.A.E., Cor. Pol., Leg. Fr.). Un peu plus tard, Gaiffier d'Hestroy informe aussi Hymans de la vision du baron Coppée (P. HYMANS, *Mémoires*, Bruxelles, 1958, T. I, p. 249, 848).

(132) De Lichtervelde à de Broqueville, 3.9.1918 (A.G.R., Pap. Broq., no. 142).

(133) Neuray à de Broqueville, 8.11.1919 (Id., no. 166).

Les prises de position nationalistes contre le fonctionnement du régime se multiplient et s'enveniment entre 1917 et 1918. La colère des nationalistes est alimentée par les difficultés croissantes auxquelles de Broqueville, leur idole, est en bute. Ils se coiffent d'une auréole de bonne conduite et voient dans les opposants au Premier Ministre médisances de groupuscules insignifiants (134). Ils oublient qu'ils ne représentent eux-mêmes, qu'une coterie d'intrigants grenouillant de Sainte-Adresse à La Panne. Le paroxysme rageur de Neuray prend des dimensions épiques, lorsque Cooreman succède à de Broqueville, à la tête du gouvernement. Le nouveau Premier Ministre et son Cabinet sont les cibles favorites de *La Nation Belge*, héritière nationaliste du *XXe Siècle*. En des termes qui renvoient explicitement à Maurras, de Lichtervelde qualifie la nouvelle équipe de "rebouteux" dont "l'empirisme n'est pas un empirisme organisateur" (135).

La mise à pied de l'ancien Premier Ministre joue certainement son rôle dans ces envolées anti-démocratiques. Mais on retrouve également ces positions tonitruantes chez le nationaliste Pierre Nothomb, qui avec ses amis, a intrigué contre de Broqueville, en faveur de Jules Renkin. Ainsi l'amertume nationaliste n'est pas liée uniquement au cas de Broqueville. Elle est tournée contre le gouvernement, tiède sur l'annexionisme, opposé au rejet catégorique de la neutralité, ne mettant pas au fronton du programme de l'après-guerre des accords préférentiels avec la France, n'annihilant pas l'action flamingante, dont les influents défenseurs ne peuvent être déboutés par les nationalistes. Ces derniers commencent à se rendre compte que leurs rêves pour l'immédiat après-guerre ne se réaliseront pas si facilement. Mais la racine de cet anti-démocratisme nationaliste, c'est surtout et avant tout la grande peur de la bourgeoisie de-

(134) De Lichtervelde à de Broqueville, 30.9.1918 (Id., no. 142).

On peut se demander quelles étaient, en fin de compte, les idées de Broqueville sur ces sujets. Dans sa réaction à l'ouvrage de Neuray, *La Belgique nouvelle*, il lui fait savoir que *Le XXe Siècle—La Nation Belge* voit juste (Neuray à de Broqueville, 22.10.1918). Ce propos ne signifie pas grand chose, le professeur Willequet qui s'est posé la même question, lors de son étude sur Barbanson, recevait de son collègue le professeur Haag, connaisseur éminent de de Broqueville, la réponse : "qu'il ne fait jamais croire un mot de ce que dit de Broqueville. Pour le juger il faut s'en tenir à ses actes...et encore" (J. WILLEQUET, *o.c.*, p. 339, note 5).

(135) De Lichtervelde à de Broqueville, 20.2.1918, 1.6.1918 (A.G.R., Pap. Broq., no. 142).

vant les hydres de la rentrée : une grande ère s'annonce pour la démocratie : la classe ouvrière qui n'a pas ménagé ses sacrifices, tout au long de la guerre, se trouvera en position forte à la libération et pourra exiger des satisfactions politiques et socio-économiques; l'impérieux besoin de reconstruction de la production l'y aidera; la Révolution d'Octobre, en U.R.S.S. agira sur elle; le mouvement flamand ne désarmera certainement pas. Le nationalisme belge, réclamant un régime fort et anti-démocratique au service de l'intérêt national, veut au fond un régime qui protège les privilèges sociaux et politiques d'une couche sociale qui craint les menaces imminentes.

CONCLUSION

L'ampleur du phénomène nationaliste belge est nouveau et découle de la situation de guerre. Mais une analyse détaillée prouve que son contenu ne l'est pas toujours. Ceux qui ont tourné après 1914, au nationalisme virulent, préconisaient avant guerre déjà, une solution au problème flamand, dans des concessions administratives aux Flamands, sans envisager la parité de leur culture avec la francophonie. Peut-on réellement dire que "le socialisme national", cheval de bataille des nationalistes sur le terrain social, se démarque clairement du programme énoncé par les protecteurs bourgeois de la démocratie chrétienne corporative d'avant 1914 ? *Le XXe Siècle* dénonçait avant la guerre déjà : l'idée du suffrage universel pur et simple, la représentation proportionnelle. On retrouve le même langage et les mêmes arguments dans ses attaques contre le "parlementarisme intégral" après 1914. Ne veut-il pas mettre de Broqueville, fervent catholique, à la tête du régime fort dont il rêve ?

Toutefois, les similitudes ne sauraient masquer les divergences et la césure qu'apporte la guerre. L'entreprise du nationalisme, telle qu'elle s'incarne dans *Le XXe Siècle*, avec la coalition entre croyants et incroyants, illustre cette coupure. Mais le contraste n'est pas moindre quant aux possibilités de pénétration de la part de Maurras et de l'Action Française. La guerre a fait naître une convergence de situation entre la France et la Belgique, qui, avant 1914, n'avaient presque rien de commun. L'invasion de 1914 produit un choc psychologique qui ouvre de larges fissures dans la vie politique belge qui

se suffisait tellement à elle même; le nationalisme s'y faufile. Dans la pensée et les sentiments politiques belges, il y a maintenant place pour des éléments comme "menace" ou "répartition et vengeance de l'injustice subie". Ce n'est plus l'orientation germanophobe de l'Action Française qui rebutera les Belges, et une politique internationale dynamique ne peut plus être un élément gênant dans cette nouvelle conjoncture. Dans ce domaine, le nationalisme peut s'abreuver des idées prônées par Maurras, Daudet, Bainville. L'annexionnisme a quitté le domaine du songe-creux où il était cantonné au temps de la neutralité. Les traités par lesquels les belligérants concluront le conflit, modifieront au détriment de l'Allemagne, les frontières européennes. Il est très normal que la Belgique formule ses exigences. Le contraste entre l'insouciance de l'avant-guerre et le conflit soudain et brutal auquel la Belgique est mêlée, sans transition, sans préparation matérielle et morale suffisante, engendre une chasse au coupable de cette situation. Les thèmes du nationalisme belge, balbutiant avant 1914, peuvent maintenant escompter une plus grande audience : la légèreté, l'incompétence et la pratique désastreuse de la démocratie parlementaire ont toujours empêché une politique nationale de la monarchie; la politique de parti ne voyait jamais plus loin que l'horizon immédiat des élections; le masochisme des querelles politico-religieuses, sociales, linguistiques, doivent favoriser l'idée d'un régime fort, d'une politique centrée sur l'autorité et la compétence, d'un pouvoir législatif régulateur, d'un pouvoir exécutif aux larges attributions, inspiré par la monarchie toute puissante.

La doctrine maurrassienne est tentante, on s'en réclame avec un enthousiasme d'autant plus compréhensible qu'il n'y a pas de penseurs belges sur des sujets de cet ordre. Une guerre qui frappe la Belgique, pour la première fois, la plongeant dans une atmosphère dominée par le militarisme, le Parlement qui ne se réunit pas pendant quatre ans, la concentration du pouvoir entre les mains du Premier Ministre et du roi, tout cela engendre très vite un climat dans lequel les notions d'autorité, d'anti-démocratie, de régime fort gagnent facilement de larges fractions de l'opinion. Carton de Wiart parle, dans ses mémoires, d'une soirée qu'il donne chez lui, vers la fin de la guerre, où plusieurs jeunes officiers se déclarent ouvertement anti-démocrates farouches, et note que "c'est un phénomène assez général que ce renouveau des idées d'autorité dans l'esprit de notre jeunesse de guerre" (136).

(136) H. CARTON de WIART, *o.c.*, p. 366.

La grande chance de Maurras en Belgique, se trouve dans cette parenté, même si elle n'est que partielle encore, entre la situation des deux pays. Le contact quasi journalier d'une partie de la diaspora belge avec la vie politique française est un élément nouveau. Avant la guerre, Maurras et l'Action Française n'ont d'entrée auprès du catholicisme belge que par d'insignifiantes ouvertures comme "*L'Universitaire Catholique*", la "Conférence du Jeune Barreau". Pendant la guerre, et par la guerre, ils disposent pour la première fois d'un moyen d'accès de grande envergure, *Le XXe Siècle*, le plus grand journal belge de l'époque.

La connaissance que prennent de nombreux Belges de Maurras et de l'Action Française, la sympathie croissante qu'ils conçoivent à leur égard, se passent dans une optique nettement nationaliste. C'est ce même nationalisme qui incitera un certain nombre de catholiques, sympathisants de Maurras, à ne pas rentrer, après la guerre, dans le giron du parti catholique, et à opter pour une formation nationaliste indépendante. Le groupe autour de Pierre Nothomb et celui autour de la *Nation Belge* de Neuray en donnent l'exemple; mais tous les catholiques nationalistes ne suivront pas ce chemin. La plus grande partie regagnera les formations catholiques dès que la vie politique normale reprendra. La motivation confessionnelle dans les choix politiques, s'avèrera chez eux plus forte que la motivation nationaliste, beaucoup plus récente, donc moins profonde. Cela ne veut pas dire qu'ils n'emportent pas leur bagage maurrassien dans leur ralliement.

DE ACTION FRANCAISE IN HET
BELGISCH NATIONALISME 1914-1918
door
Eric DEFOORT

SAMENVATTING

Tijdens de eerste wereldoorlog wordt er, vooral binnen de Belgische diaspora in Frankrijk, duchtig gewerkt aan een doctrinele onderbouw voor de Belgische nationalistische beweging die zich tussen 1914 en 1926 in de politieke kijker plaatst.

Deze nationalistische doctrine is in belangrijke mate schatplichtig aan het integrale nationalistische ideeëngoed van de Action Française en van haar leider en voornaamste theoreticus Charles Maurras.

De Belgische nationalisten halen bij Maurras, en langs hem om ook bij Proudhon, hun theorieën over de scheppende kracht en het permanente karakter van de oorlog. Rond deze hoeksteen worden dan de verdere doctrinele grondslagen van hun buitenland en binnenlands politiek programma aangebracht.

Mede onder invloed van Maurras en van enkele andere groten uit de Action Française zoals Jacques Bainville zijn irredentische referenties niet het alfa en het omega in de motiveringen van het Belgische nationalistische annexionisme, dat tevens openlijk wordt gesitueerd binnen de dialectiek van macht die recht geeft.

De maurrassiaanse denkbeelden over de binnenlandse vijand, "les barbares intérieures", begeisteren de Belgische nationalisten. Waar het gaat om specifiek Belgische "vijanden", zoals het flamingantisme, blijft de inbreng van de Action Française uiteraard zeer beperkt. Deze is des te groter — men laat in vele gevallen de mensen uit de Action Française zelf direct aan het woord — wanneer het gaat om de bestrijding van de binnenlandse vijand die eigen is aan alle nationalismen : de internationalist en pacifist.

Sommige elementen van de doctrinele onderbouw van het nationalistische programma voor de binnenlandse politieke reconstructie na de oorlog verwijzen eveneens rechtstreeks naar Maurras en zijn beweging. Dit is ondermeer het geval voor de geplande neutralisering van de politico-religieuze twisten, in de richting van een verzoening rond het katholicisme als onderdeel van het nationaal erfgoed, met daarenboven een zeer nuttig impact op het maatschappelijk gebeuren. Het gaat niet om de "waarheid", maar wel om de "nuttigheid" van het katholicisme. De Action Française, waarbinnen ongelovigen vanuit een integraal nationalistische motivering de katholieke strijdbaarheid van hun medeleden zonder voorbehoud aanvaarden, krijgt voor de Belgische nationalistische beweging een exemplarisch karakter.

Het maurrassiaanse "Politique d'abord" slaat niet minder aan bij de Belgische nationalisten. Zij beschouwen het als een van Maurras' grootste verdiensten dat hij onophoudelijk de causale relatie beklemtoont tussen de sterkte of zwakte van de Staat en de natie enerzijds en de instellingen en het regime waarover deze beschikken anderzijds. Vanuit dit vertrekpunt dan bouwen de Belgische nationalisten, mede aan de veilige hand van de bewonderde Franse theoreticus, aan uitgesproken anti-parlementair democratische theorieën.

Dit Belgische nationalisme uit de oorlogsjaren is de eerste grote opening langswaar Maurras en de Action Française kunnen doordringen in de Belgische politieke denkwereld. In de naoorlog zal een reactionair katholicisme een tweede grote opening verschaffen.

THE ACTION FRANCAISE IN THE NATIONALISM OF WORLD WAR I

by

Eric DEFOORT

SUMMARY

During World War I and especially within the Belgian diaspora in France

great pains are taken over a doctrinal substructure for the Belgian nationalist movement which comes politically to the fore between 1914 and 1926.

This nationalist doctrine is largely indebted to the integral nationalist ideology of the Action Française and of its leader and principal theoretician Charles Maurras.

From Maurras, and via him also from Proudhon, the Belgian nationalists borrow their theories about the creative force and the permanent character of war. On this foundation they build up the further principles of their internal and foreign political programmes.

Also under the influence of Maurras and a few other prominent people of the Action Française, such as Jacques Bainville, irredentist references are not the alpha and omega in the motivations of the Belgian annexationism which is, at the same time, openly situated in the dialectics of power entailing rights.

The maurrassian views on the interior enemy, "les barbares intérieures", enrapture the Belgian nationalists. Where specific Belgian "enemies", such as flamingantism, are concerned, the contribution of the Action Française remains naturally quite limited. It is, however, so much the greater — in many cases people of the Action Française themselves are quoted — when dealing with the fight against the interior enemy common to all kinds of nationalism : the internationalist and pacifist.

Some elements of the doctrinal substructure of the nationalist programme for the postwar interior political reconstruction also refer directly to Maurras and his movement. Among other things this is the case for the planned neutralization of the political-religious disputes, toward a reconciliation around catholicism as a part of the national heritage, which has, moreover, a very useful impact on social life. Not the 'truth' of catholicism is important, but indeed its 'utility'.

The Action Française, within which unbelievers unconditionally accept the catholic efficiency of their fellow-members from an integral nationalist motivation, acquires an exemplary character for the Belgian nationalist movement.

The maurrassian 'Politique d'abord' (Politics first) is of equal influence with the Belgian nationalists. They consider one of Maurras' greatest merits that he incessantly emphasizes the causal relation between the strenght or weakness of the state and the nation on the one hand, and the institutions and the regime at their disposal on the other. From this starting-point the Belgian nationalists, safely guided by the admired French theoretician, build up pronounced anti-parliamentarian democratic theories.

This Belgian nationalism of the war-years is the first great opening through which Maurras and the Action Française can penetrate into the Belgian political thinking. In the postwar period a reactionary catholicism will provide for a second great opening.